



---

**Comité du commerce et du développement**  
**Session spécifique sur les accords commerciaux**  
**régionaux**

**PRÉSENTATION FACTUELLE**

**ACCORD ARABO-MÉDITERRANÉEN DE LIBRE-ÉCHANGE (ACCORD D'AGADIR)**  
**ENTRE L'ÉGYPTE, LA JORDANIE, LE MAROC ET LA TUNISIE**  
**(MARCHANDISES)**

*Rapport du Secrétariat*

Le présent rapport, préparé pour l'examen de l'Accord arabo-méditerranéen de libre-échange (Accord d'Agadir) entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Alberto Osnago (tél.: +41 22 739 6969). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Thakur Parajuli (tél.: +41 22 739 5473).

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Page</i>
<b>1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....</b>	<b>3</b>
<b>2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....</b>	<b>11</b>
2.1 Généralités .....	11
<b>3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....</b>	<b>12</b>
3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation .....	12
3.1.1 Dispositions générales.....	12
3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires.....	13
3.1.3 Calendrier de libéralisation.....	13
3.1.3.1 Égypte.....	13
3.1.3.2 Jordanie.....	15
3.1.3.3 Maroc.....	17
3.1.3.4 Tunisie .....	19
3.1.4 Contingents tarifaires .....	21
3.2 Règles d'origine.....	21
3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation .....	22
3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord .....	23
3.4.1 Normes .....	23
3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires .....	23
3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce .....	23
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	23
3.4.2.1 Mesures de sauvegarde spéciale .....	23
3.4.2.2 Mesures de sauvegarde à des fins de balance des paiements.....	23
3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires .....	23
3.4.4 Subventions et aides publiques.....	24
3.4.5 Procédures douanières .....	24
3.4.6 Autres réglementations .....	24
3.5 Dispositions sectorielles de l'Accord .....	24
<b>4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....</b>	<b>24</b>
4.1 Transparence .....	24
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux .....	24
4.3 Exceptions.....	24
4.4 Adhésion et retrait.....	24
4.5 Cadre institutionnel .....	25
4.6 Règlement des différends .....	25
4.7 Marchés publics.....	26
4.8 Droits de propriété intellectuelle .....	26
4.9 Commerce des services.....	26
4.10 Relation avec les autres accords conclus par les Parties .....	26
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>47</b>

**Faits essentiels**

<b>Parties à l'Accord:</b>	Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie
<b>Date de signature:</b>	25 février 2004
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	27 mars 2007
<b>Date de notification:</b>	22 février 2016
<b>Pleine mise en œuvre:</b>	27 mars 2007

**1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL**

1.1. Les Parties à l'Accord d'Agadir (ci-après dénommé l'Accord) sont l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Outre cet accord, l'Égypte est partie à dix ACR notifiés, la Jordanie à huit et le Maroc et la Tunisie à sept chacun.

1.2. Parmi les Parties à l'Accord, l'Égypte est l'économie la plus importante et c'est aussi le principal importateur de marchandises avec près de 0,4% des importations mondiales en 2015 (tableau 1.1). Le principal exportateur est le Maroc, avec 0,13% des exportations mondiales en 2015. En termes d'exportations, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie se classent respectivement au 47<sup>ème</sup>, 66<sup>ème</sup>, 46<sup>ème</sup> et 50<sup>ème</sup> rang mondial. En termes d'importations, ils se classent respectivement au 26<sup>ème</sup>, 48<sup>ème</sup>, 38<sup>ème</sup> et 49<sup>ème</sup> rang mondial. Le ratio du commerce au PIB varie entre 18% pour l'Égypte et 53% pour la Jordanie.

**Tableau 1.1 Profils du commerce des marchandises des pays membres de l'Accord d'Agadir**

Membre	Commerce des marchandises – 2015		Classement dans le commerce mondial – 2015		PIB en milliards de dollars EU (2015)	Population (en millions)	Ratio commerce/ PIB – 2013-2015
	% des exportations mondiales	% des importations mondiales	Exportations	Importations			
Égypte	0,12	0,39	47	26	330,8	91,5	18,0
Jordanie	0,05	0,12	66	48	37,5	7,6	53,2
Maroc	0,13	0,22	46	38	100,4	34,4	36,8
Tunisie	0,09	0,12	50	49	43,0	11,1	49,1

Note: Le ratio du commerce au PIB est calculé en divisant le commerce des marchandises et des services commerciaux d'une économie (moyenne des exportations et des importations sur la base de la balance des paiements) par son PIB.

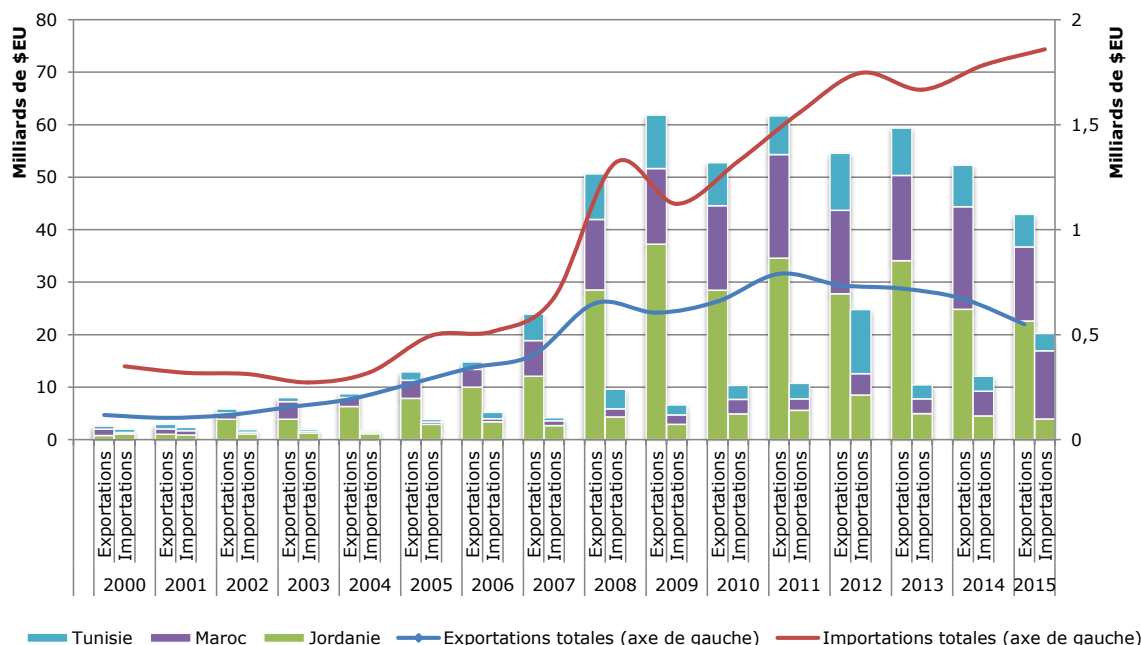
Source: Profils du commerce du Secrétariat de l'OMC et Banque mondiale.

1.3. Les graphiques 1.1 à 1.4 résument, respectivement, les tendances du commerce mondial de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie. Ils montrent également les relations commerciales bilatérales entre les Parties. Les importations totales de marchandises de l'Égypte sont passées de 14 milliards de dollars EU entre 2000 à 74 milliards de dollars EU en 2015. Sur le long terme, ses exportations sont passées de 5 à 22 milliards de dollars EU entre 2000 et 2015. Elles ont cependant diminué de façon constante depuis 2011, leur valeur se situant à des niveaux inférieurs à ceux d'avant la crise, jusqu'en 2015. Par conséquent, le déficit commercial global de l'Égypte s'est creusé au fil des années.

1.4. Le commerce bilatéral avec les autres membres de l'Accord a suivi le même schéma que leur commerce mondial: les importations ont eu tendance à augmenter tout au long de la période considérée tandis que les exportations ont augmenté avant 2009 mais ont eu tendance à diminuer (ou sont restées stables) après. L'Égypte est exportateur net vers toutes les Parties et, après 2007, son excédent commercial a eu tendance à augmenter. Les exportations intra-ACR ont été

stables, à environ 3% des exportations totales, jusqu'en 2007 avant d'atteindre environ 5%.<sup>1</sup> La part des importations provenant des autres Parties est restée stable, à environ 0,5%. Parmi les Parties, la Jordanie est le principal partenaire commercial de l'Égypte.

**Graphique 1.1 Égypte: commerce des marchandises avec le reste du monde et avec les Parties à l'Accord, 2000-2015**



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

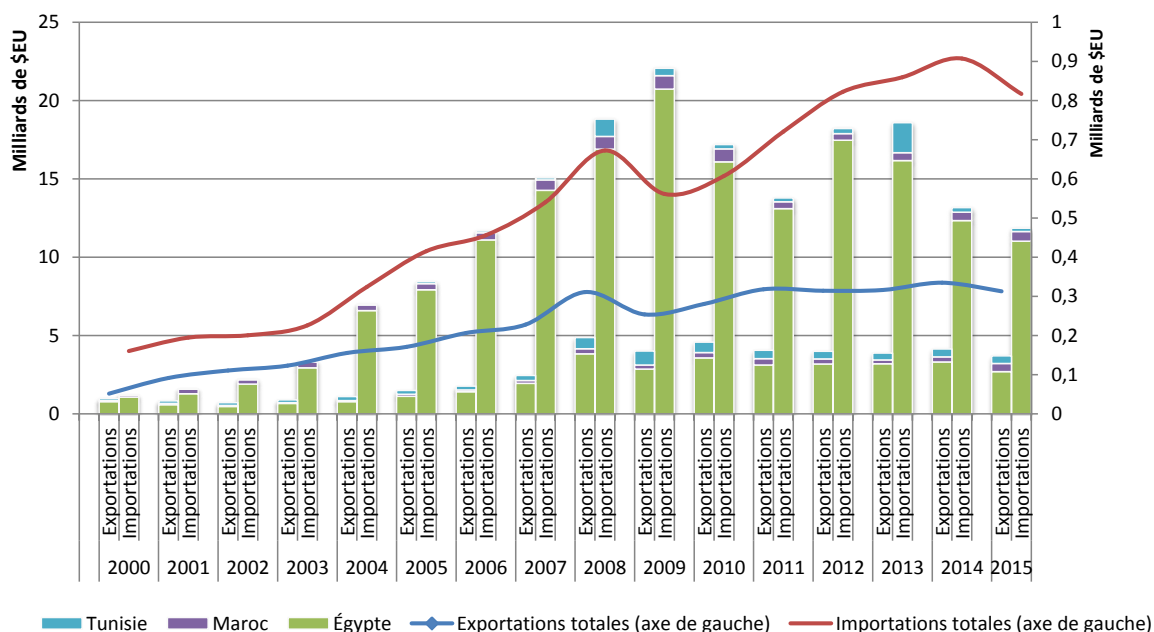
1.5. Au fil du temps, le commerce mondial des marchandises de la Jordanie a eu tendance à augmenter (graphique 1.2). Entre 2000 et 2015, les importations sont passées de 4 à 20 milliards de dollars EU et les exportations de 1 à 8 milliards de dollars EU. Les données montrent que le commerce de la Jordanie (en particulier les importations) s'est contracté en 2015. Le déficit commercial avec le reste du monde s'est creusé au fil du temps.

1.6. Les importations et exportations bilatérales ont régulièrement augmenté jusqu'en 2008 ou 2009. Après 2010, les exportations bilatérales vers les Parties ont connu des fluctuations mais sont restées essentiellement au même niveau. Les importations ont également fluctué après 2010, mais elles ont enregistré une tendance à la baisse. Parmi les Parties à l'Accord, l'Égypte est le principal partenaire commercial de la Jordanie. La part des exportations intra-ACR est passée d'une moyenne de 1,5% avant 2007 à 2,2%. La part des importations provenant des autres Parties en pourcentage des importations totales est passée de 1,2% en 2000 à un maximum de 6,3% en 2009, mais elle est retombée à 2,3% en 2015. La Jordanie accuse un déficit commercial avec l'Égypte et le Maroc mais enregistre un excédent commercial avec la Tunisie.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> La part du commerce intra-ACR est calculée comme le ratio entre le commerce avec les autres Parties et le commerce total.

<sup>2</sup> La balance commerciale avec la Tunisie a été généralement positive, sauf en 2008 et 2013.

**Graphique 1.2 Jordanie: commerce des marchandises avec le reste du monde et avec les Parties à l'Accord, 2000-2015**



Note: Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.7. Les importations de marchandises du Maroc sont passées de 12 milliards de dollars EU en 2000 à 38 milliards de dollars EU en 2015 (graphique 1.3). Sur le long terme, les exportations sont passées de 7 à 22 milliards de dollars EU entre 2000 et 2015. Le déficit commercial avec le reste du monde a eu tendance à se creuser avec le temps, mais il a diminué en 2015.

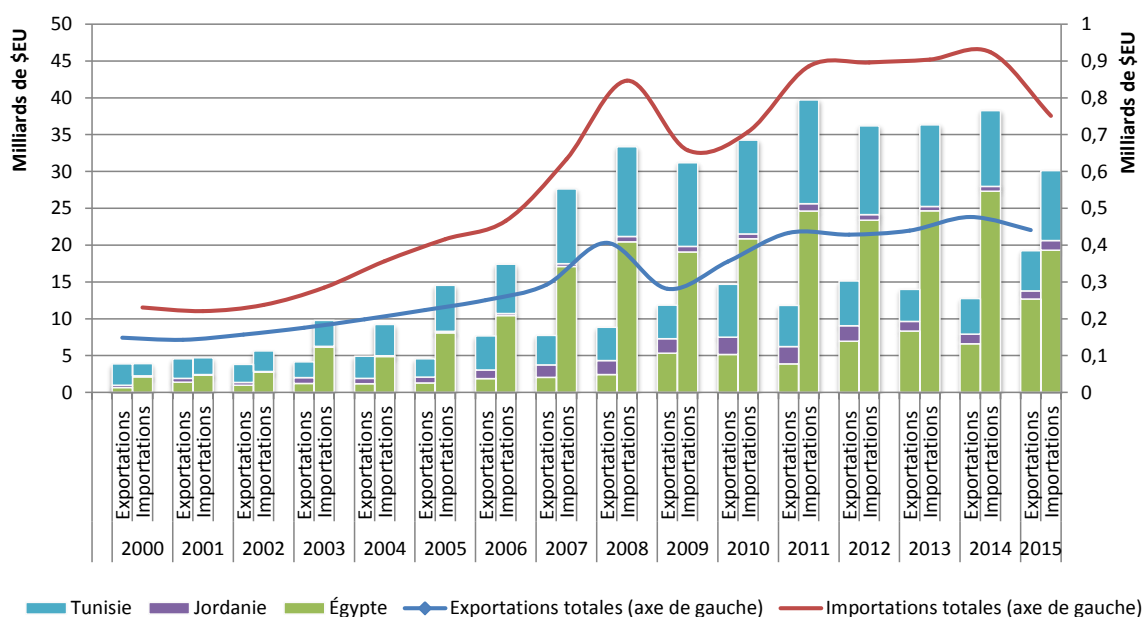
1.8. Les exportations bilatérales vers l'Égypte et la Tunisie ont augmenté chaque année sauf en 2011, tandis que les exportations vers la Jordanie ont eu tendance à diminuer après 2011.<sup>3</sup> Les importations en provenance d'Égypte et de Jordanie ont régulièrement augmenté, à l'exception de quelques années.<sup>4</sup> Les importations en provenance de Tunisie ont augmenté jusqu'en 2011 puis ont diminué chaque année. Parmi les Parties à l'Accord, l'Égypte est le principal partenaire commercial du Maroc. La part des exportations intra-ACR est restée stable, à environ 1,2%, avec quelques variations tandis que celles des importations intra-ACR a lentement augmenté, de 0,7% à 1,6% entre 2000 et 2015.<sup>5</sup> Le déficit commercial du Maroc avec l'Égypte et la Tunisie a eu tendance à augmenter au fil des années, mais a diminué en 2015. L'excédent commercial avec la Jordanie a augmenté jusqu'en 2010 puis il a commencé à baisser, cédant la place à un déficit en 2015.

<sup>3</sup> Les exportations vers la Tunisie ont également diminué en 2013.

<sup>4</sup> Les importations en provenance d'Égypte ont baissé en 2009, 2012 et 2015. Les importations en provenance de Jordanie ont baissé en 2010, 2012 et 2013.

<sup>5</sup> La part des importations en provenance des autres Parties a atteint un maximum de 1,94% en 2010.

**Graphique 1.3 Maroc: commerce des marchandises avec le reste du monde et avec les Parties à l'Accord, 2000-2015**



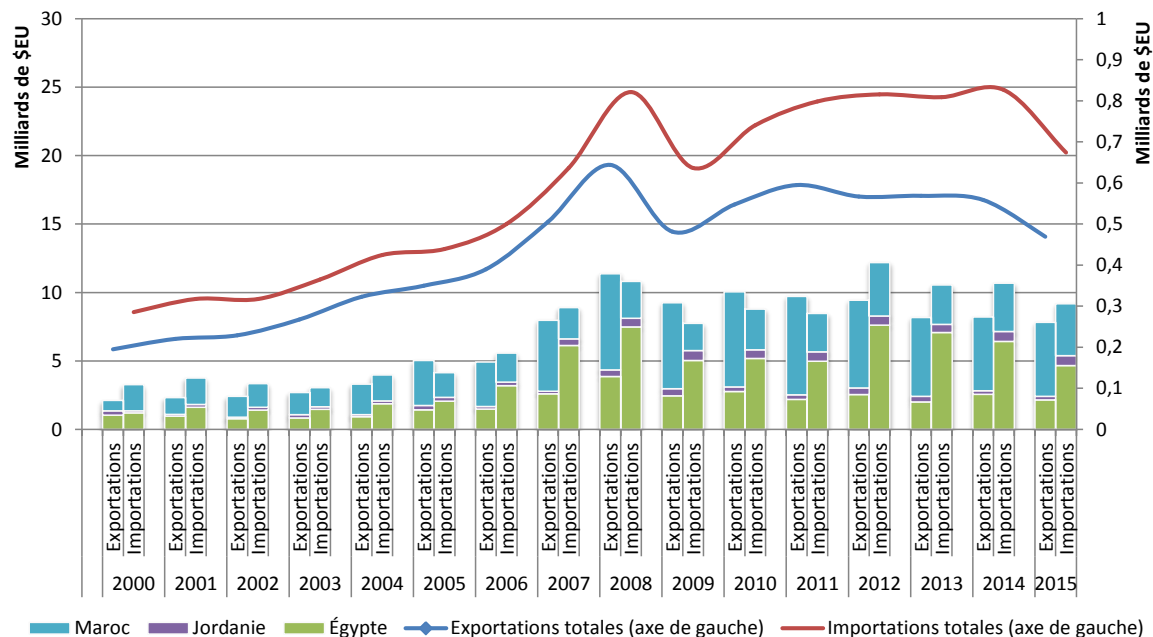
Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.9. Les importations de marchandises de la Tunisie sont passées de 9 à 20 milliards de dollars EU entre 2000 et 2015 (graphique 1.4). Sur le long terme, les exportations sont passées de 6 à 14 milliards de dollars EU entre 2000 et 2015. Le déficit commercial global de la Tunisie s'est creusé jusqu'en 2014. Ensuite, les exportations comme les importations ont diminué.

1.10. Les exportations bilatérales vers l'Égypte et le Maroc ont régulièrement augmenté jusqu'en 2008 puis elles sont restées assez stables avec quelques variations. Les exportations vers la Jordanie semblent avoir été plus volatiles tout au long de la période considérée. Les importations bilatérales en provenance de tous les partenaires ont augmenté jusqu'en 2008 ou 2009, mais, depuis, la reprise a été lente. Parmi les Parties à l'Accord, l'Égypte est le principal partenaire commercial de la Tunisie. La part des exportations intra-ACR a légèrement augmenté, passant de 1,3% jusqu'en 2007 à 1,8% en moyenne après. Les importations intra-ACR en pourcentage des importations totales n'ont pas sensiblement augmenté. La Tunisie a enregistré un déficit commercial croissant avec l'Égypte et la Jordanie jusqu'en 2014, tandis qu'elle a un excédent commercial avec le Maroc.<sup>6</sup>

<sup>6</sup> La balance commerciale avec le Maroc était déficitaire au début des années 2000 mais les exportations ont augmenté plus rapidement que les importations jusqu'en 2011, année où l'excédent commercial de la Tunisie avec le Maroc a atteint son niveau le plus élevé.

**Graphique 1.4 Tunisie: commerce des marchandises avec le reste du monde et avec les Parties à l'Accord, 2000-2015**

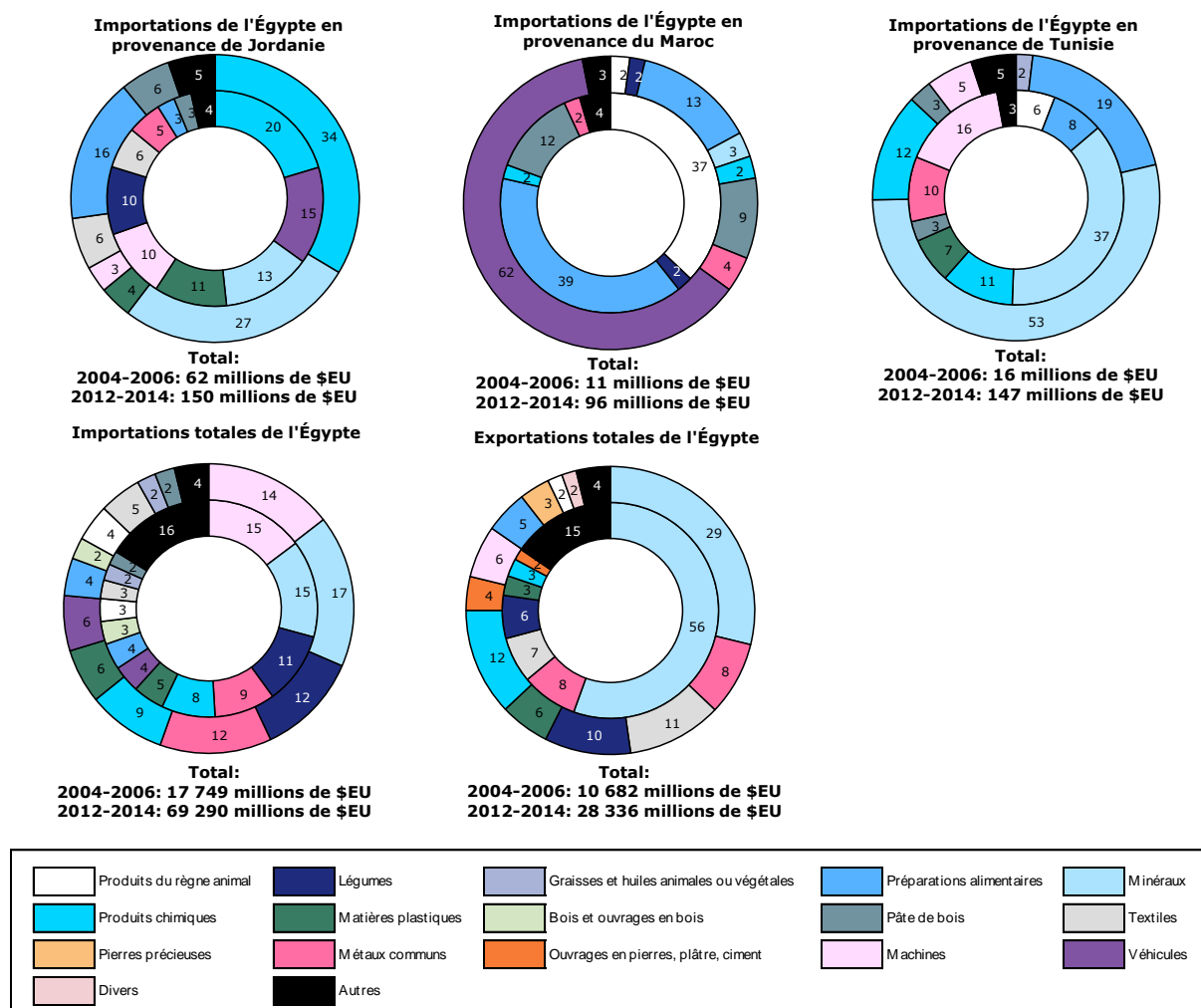


Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.11. Le graphique 1.5 montre la composition par produit des importations bilatérales de l'Égypte et de ses importations et exportations totales. Il montre aussi l'évolution de la composition du commerce par produit entre la période précédant l'entrée en vigueur de l'Accord (2004-2006) et la dernière période pour laquelle des données sont disponibles (2012-2014) par grande section du SH. Les principaux produits importés sont les minéraux, les machines, les métaux communs et les légumes (principalement des céréales). La part de ces produits dans les importations de l'Égypte est restée sensiblement la même avant et après la signature de l'Accord, tandis que la part des métaux communs a augmenté. Les exportations vers le reste du monde consistent principalement en minéraux, produits chimiques et textiles. La part des minéraux a fortement diminué, tombant de plus de 55% à 29%. Parmi les produits dont la part des exportations a augmenté figurent les produits chimiques, les légumes, les textiles et les préparations alimentaires.

1.12. La composition par produit des importations bilatérales en provenance de toutes les Parties a nettement changé après la mise en œuvre de l'Accord. La part des produits chimiques, des minéraux et des préparations alimentaires dans les importations en provenance de Jordanie a fortement augmenté aux dépens des véhicules, des légumes, des matières plastiques, des machines et des métaux communs. Les importations de véhicules en provenance du Maroc ont augmenté très rapidement tandis que les importations d'animaux et de préparations alimentaires ont considérablement diminué. La part des importations de produits alimentaires et de minéraux en provenance de Tunisie a augmenté tandis que la part des importations de machines et de métaux communs a diminué.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Le chapitre 23 (résidus et déchets de l'industrie alimentaire) est le secteur le plus important parmi les produits transformés.

**Graphique 1.5 Égypte: composition par produit du commerce de marchandises, moyenne annuelle**

Note: Moyenne annuelle: 2004-2006 (cercle intérieur); 2012-2014 (cercle extérieur).

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

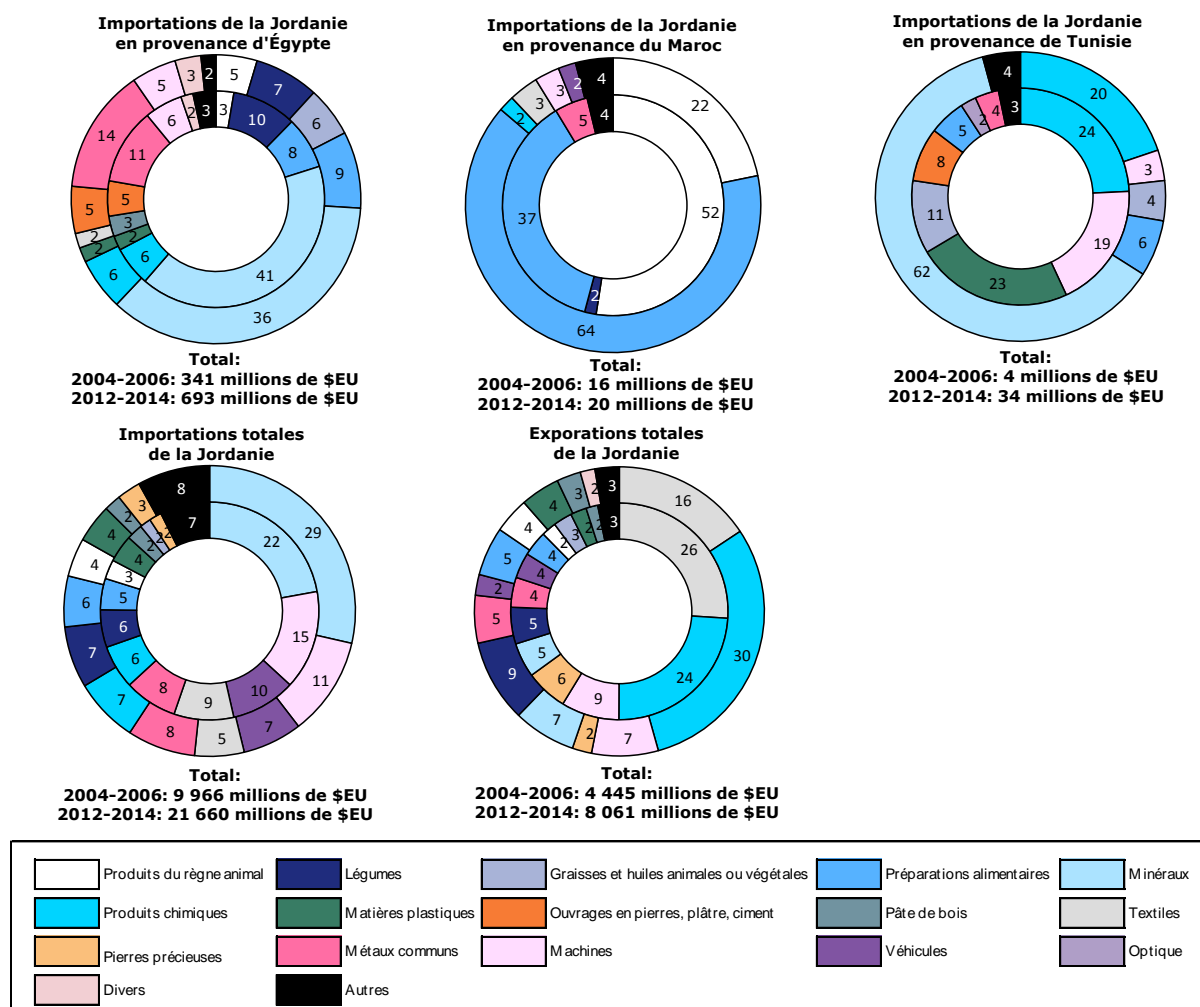
1.13. Comme le montre le graphique 1.6, la composition par produit des importations et des exportations totales de la Jordanie n'a pas beaucoup changé entre 2004-2006 et 2012-2014. Les principales importations de la Jordanie sont les minéraux, les machines, les métaux communs et les produits chimiques. Ses exportations consistent principalement en produits chimiques, textiles (essentiellement vêtements), légumes et machines.

1.14. Au niveau bilatéral, la structure des importations de la Jordanie en provenance d'Égypte n'a pas changé entre les deux périodes considérées. Les principaux produits importés d'Égypte sont les minéraux, les métaux communs et les préparations alimentaires. Pendant les deux périodes, les importations en provenance du Maroc ont été dominées par les préparations alimentaires et les produits du règne animal, mais la part de ces produits a considérablement changé: en 2004-2006, plus de la moitié des importations consistait en produits du règne animal, tandis qu'en 2012-2014 les préparations alimentaires représentaient 64% des importations.<sup>8</sup> La composition par produit des importations en provenance de Tunisie a changé plus radicalement. Les minéraux représentaient la majeure partie des importations (62%) en 2012-2014, suivis par les produits chimiques. C'est la part des importations de matières plastiques et de machines qui a le plus diminué.

<sup>8</sup> Les produits du règne animal sont essentiellement les produits laitiers et les œufs (chapitre 4 du SH) et les préparations alimentaires sont essentiellement les préparations à base de viande ou de poisson (chapitre 17).



**Graphique 1.6 Jordanie: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle**



Note: Moyenne annuelle: 2004-2006 (cercle intérieur); 2012-2014 (cercle extérieur).  
Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.15. La composition par produit des importations du Maroc est largement restée inchangée, les minéraux et les machines étant les principaux secteurs avec une part de 28% et 17%, respectivement (graphique 1.7). Les produits chimiques, les textiles, les machines et les minéraux sont les principales exportations, avec une part de plus de 13%. Les véhicules, les produits chimiques et, dans une moindre mesure, les minéraux figuraient parmi les produits dont la part des exportations vers le reste du monde a augmenté le plus rapidement.<sup>9</sup> Parallèlement, la part des exportations totales de textiles du Maroc a chuté de 29% à 16%.

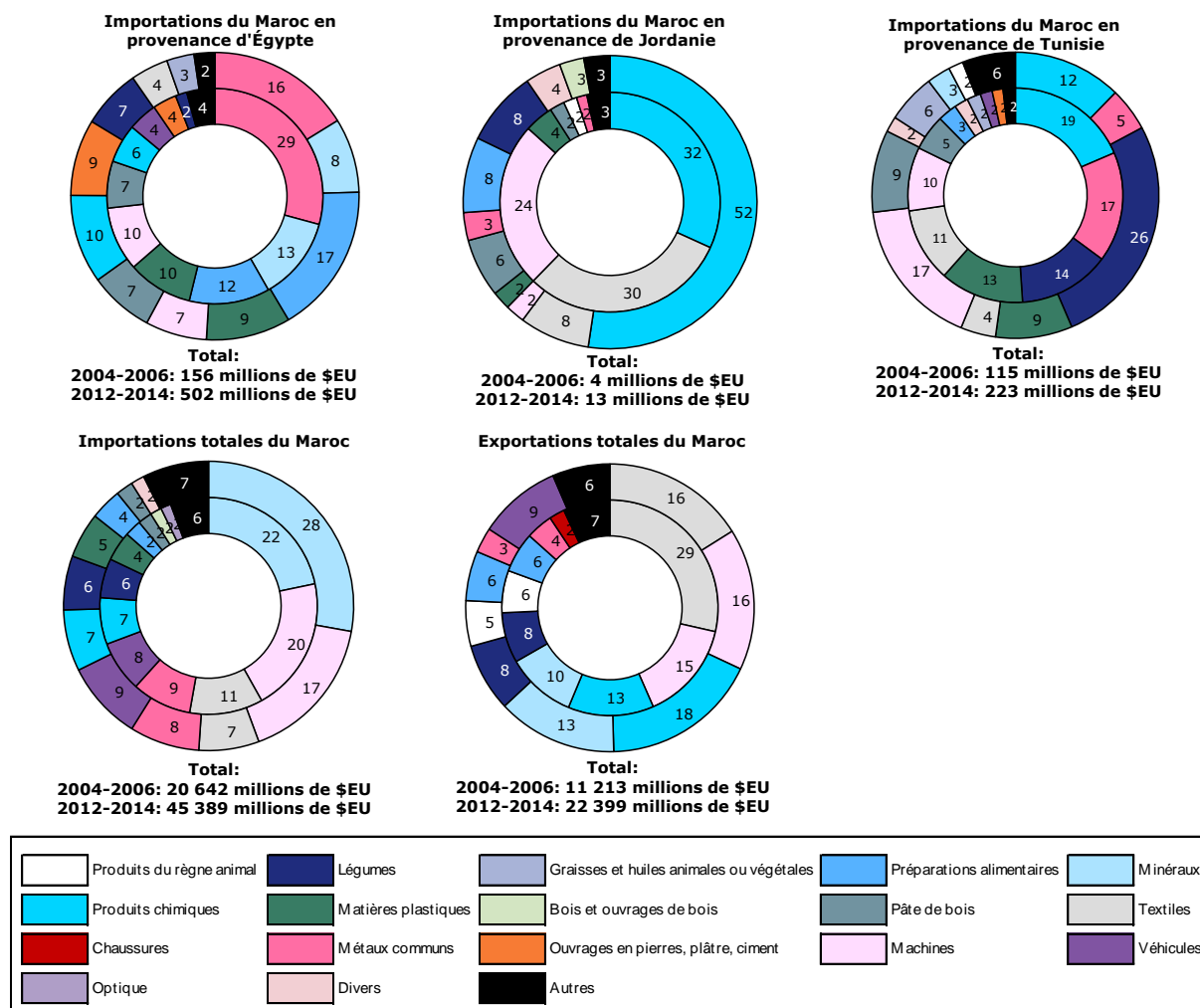
1.16. La part des importations de métaux communs du Maroc (principalement aluminium, fer et acier) en provenance d'Égypte a enregistré la plus forte baisse. La part des minéraux a également baissé mais de façon plus modérée. Ces baisses ont été contrebalancées par l'augmentation de la part des préparations alimentaires, des produits chimiques et des ouvrages en pierre, en plâtre et en ciment dans les importations du Maroc en provenance d'Égypte.<sup>10</sup> La part des importations de textiles et de machines du Maroc en provenance de Jordanie a diminué pendant les deux périodes

<sup>9</sup> Le chapitre 25 du SH (sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments) représente près de la moitié des exportations totales de minéraux du Maroc. Cela diffère des autres cas où le commerce des minéraux (importations et exportations) est dominé par les combustibles (chapitre 25).

<sup>10</sup> Comme dans le cas des importations de l'Égypte en provenance de Tunisie, les résidus et déchets de l'industrie alimentaire (chapitre 23) représentent la majeure partie des produits alimentaires transformés.

considérées, tandis que la part des produits chimiques a augmenté rapidement. La part des préparations alimentaires et des légumes a aussi nettement augmenté. La structure des importations en provenance de Tunisie a changé en raison de l'augmentation de la part des légumes et des machines et de la diminution de la part des métaux communs, des produits chimiques et des textiles.

**Graphique 1.7 Maroc: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle**



Note: Moyenne annuelle: 2004-2006 (cercle intérieur); 2012-2014 (cercle extérieur).

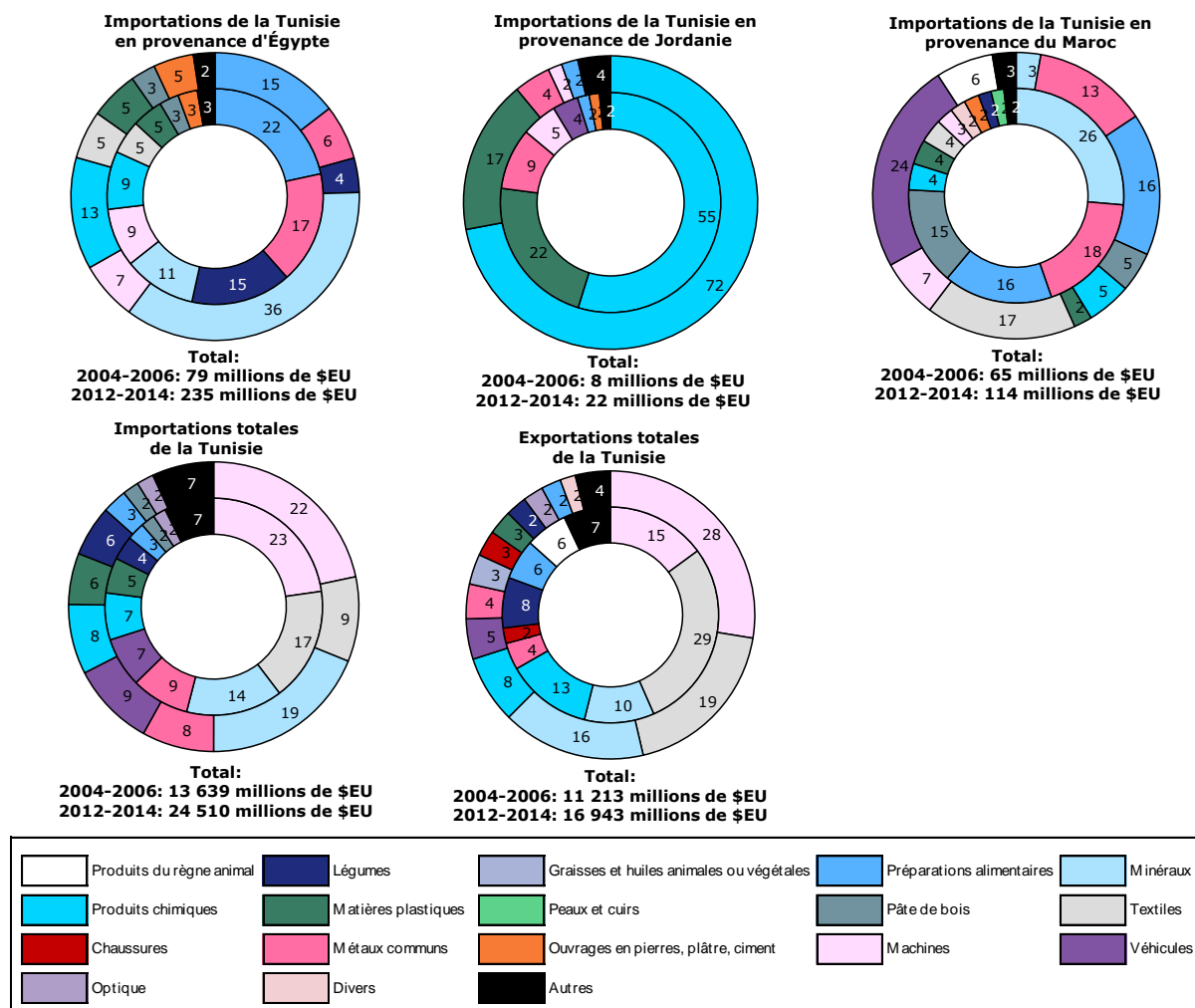
Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.17. La Tunisie importe principalement des machines, des minéraux, des textiles (essentiellement en coton) et des véhicules (graphique 1.8). La part de ces produits n'a pas sensiblement changé, à l'exception de la part des textiles qui a diminué et de la part des minéraux qui a augmenté. Les exportations de la Tunisie vers le reste du monde se composent principalement de machines, de textiles (principalement des vêtements) et de produits chimiques. Les principaux changements pendant les deux périodes sont l'augmentation des exportations de machines et de minéraux et la diminution des exportations de textiles, de produits chimiques et de légumes.

1.18. Les minéraux, les préparations alimentaires et les produits chimiques sont les principales importations de la Tunisie en provenance d'Égypte. Les importations de minéraux ont augmenté de façon disproportionnée après 2007 tandis que la part de produits chimiques a augmenté moins rapidement. La part des préparations alimentaires, des métaux communs et des légumes dans les importations de la Tunisie en provenance d'Égypte est devenue moins importante. Les importations en provenance de Jordanie sont largement dominées par les produits chimiques dont

la part est passée de 55% à 72%. Les matières plastiques viennent au deuxième rang des produits importés, mais leur part a diminué. La structure des importations de la Tunisie en provenance du Maroc a profondément changé. Les secteurs qui représentaient la plus grande part de ces importations en 2012-2014, à savoir les automobiles (24%) et les textiles (coton) (17%) n'en représentaient ensemble que 4% en 2004-2006. Dans le même temps, la part des minéraux et de la pâte de bois a rapidement diminué.

**Graphique 1.8 Tunisie: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle**



Note: Moyenne annuelle: 2004-2006 (cercle intérieur); 2012-2014 (cercle extérieur).

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

## 2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

### 2.1 Généralités

2.1. L'Accord a été signé par l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie le 25 février 2004 et est entré en vigueur le 27 mars 2007. Il a été notifié le 22 février 2016 conformément au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation (voir le document WT/COMTD/N/48).<sup>11</sup> L'Accord comprend six sections. L'encadré 2.1 ci-après résume la structure de l'Accord, qui comporte également trois annexes.

<sup>11</sup> Le texte de l'Accord est disponible sur le site Web de l'Unité technique en charge de l'Accord d'Agadir: <http://www.agadiragreement.org>.

**Encadré 2.1 Structure de l'Accord**

<b>Sections</b>	<b>Titre/description</b>
Section 1	Dispositions générales
Section 2	Arrangements pour la libéralisation des échanges
Section 3	Arrangements additionnels pour la libéralisation
Section 4	Procédures
Section 5	Prescriptions institutionnelles
Section 6	Dispositions générales et prescriptions finales
<b>Annexes</b>	<b>Titre</b>
Annexe 1	Listes des produits pour lesquels les droits de douane seront supprimés dès l'entrée en vigueur de l'Accord
Annexe 2	Protocole concernant la définition du concept de produits originaires et les méthodes de coopération administrative
Annexe 3	Établissement de l'Unité technique

Source: L'Accord et ses annexes.

2.2. L'objectif de l'Accord est d'établir une zone de libre-échange entre les pays arabes méditerranéens afin de développer l'activité économique, de soutenir l'emploi, d'accroître la productivité et d'améliorer les niveaux de vie. L'article 34 dispose que l'Accord entrera en vigueur à la date à laquelle la dernière Partie qui l'aura ratifié informera les autres Parties de l'achèvement du processus de ratification. Le processus de ratification a été achevé en juillet 2006 et l'Accord est entré en vigueur le 27 mars 2007 sans période de transition.<sup>12</sup>

2.3. L'Accord prévoit la coordination des politiques économiques dans des domaines comme le commerce extérieur, l'agriculture, l'industrie, les taxes, les services financiers et les douanes. L'Accord vise également à rapprocher les législations des Parties afin de créer un climat favorable à l'intégration économique.

### **3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES**

3.1. La section 2 de l'Accord définit la libéralisation du commerce des marchandises. Elle couvre les produits industriels (article 3) et les produits agricoles et produits agricoles transformés (article 4). Elle contient en outre des dispositions sur les règles d'origine (article 6) et sur le commerce des services (article 5).<sup>13</sup> La section 3 contient des dispositions générales et des arrangements additionnels pour la libéralisation concernant, par exemple les restrictions non douanières (article 8), l'évaluation en douane (article 9), les taxes (article 12) et les expositions (article 14).

#### **3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation**

##### **3.1.1 Dispositions générales**

3.2. L'article 10 dispose que les Parties conviennent d'accorder le traitement national aux marchandises originaires des autres Parties. Après l'entrée en vigueur de l'Accord, les marchandises échangées entre les Parties ne peuvent pas être soumises à de nouveaux droits de douane ni à tout autre droit ou taxe d'effet équivalent (article 7).

3.3. Les Parties conviennent de supprimer immédiatement toutes les restrictions non douanières, y compris, en particulier, les restrictions quantitatives, de change, administratives et techniques à l'importation (article 8). Conformément aux règles spécifiques de l'OMC, à l'accord pour la facilitation et le développement des échanges commerciaux entre les États arabes et aux

<sup>12</sup> La pleine mise en œuvre de l'Accord nécessitait la publication de circulaires par les autorités douanières des Parties, laquelle a été achevée le 27 mars 2007.

<sup>13</sup> L'article 5 fait simplement référence aux engagements inscrits dans les listes annexées à l'Accord de l'OMC sur les services. Il dispose que les pays chercheront à accroître le commerce des services et que le Comité des Ministres du commerce extérieur assurera un suivi continu de l'évolution du commerce des services entre les pays Membres.

arrangements de la Grande zone arabe de libre-échange<sup>14</sup>, aucune nouvelle restriction non douanière ne peut être imposée.

### 3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires

3.4. L'article 3 régit les réductions tarifaires pour les produits industriels. Les importations de produits industriels feront l'objet d'un processus d'élimination des droits de douane et des autres droits et taxes d'effet similaire. L'élimination des droits peut être classée en trois catégories. Les produits industriels qui bénéficient de l'élimination immédiate et rapide des droits en vertu des accords d'association entre chaque membre et l'Union européenne sont admis en franchise de droits à la date d'entrée en vigueur de l'Accord. La liste des produits visés par ce calendrier d'élimination figure dans l'annexe 1 de l'Accord.<sup>15</sup> De plus, les Parties continuent d'appliquer les exemptions immédiates prévues dans les accords bilatéraux signés entre elles.

3.5. La libéralisation du commerce des produits agricoles se fait conformément au programme de mise en œuvre de l'accord pour la facilitation et le développement des échanges commerciaux entre les États arabes, dont l'objectif est de créer une Grande zone arabe de libre-échange (article 4).

3.6. À la fin de la période de mise en œuvre, l'Égypte a libéralisé toutes les lignes tarifaires tandis que la Jordanie et le Maroc en ont libéralisé plus de 90%. Après 2007, la part des lignes tarifaires en franchise de droits dans le secteur agricole était de 94% pour la Jordanie et de 90% pour le Maroc. Après la période de mise en œuvre, la part des lignes tarifaires en franchise de droits dans le secteur manufacturier était de 99% pour la Jordanie et de 92% pour le Maroc.

### 3.1.3 Calendrier de libéralisation

3.7. Les taux de base des droits de douane indiqués dans les listes des Parties correspondent au taux NPF appliqué par les Parties le 31 décembre 1997 (article 7). Si une réduction des droits de douane a eu lieu au moment de, ou après, l'entrée en vigueur de l'Accord, ces taux réduits sont utilisés comme taux de base. Les Parties doivent utiliser le Système harmonisé (SH) de classification des produits.

3.8. Toutes les Parties appliquent un calendrier de réduction tarifaire unique à toutes les autres Parties. Par conséquent, les engagements d'élimination des droits de douane pris par une Partie dans le cadre de l'Accord sont les mêmes pour tous les partenaires. L'analyse des données tarifaires ci-après fournit des renseignements au niveau des sections du SH pour indiquer l'élargissement de l'accès au marché accordé par chaque Partie à ses partenaires commerciaux pour certains de leurs principaux produits d'exportation.

#### 3.1.3.1 Égypte

3.9. Les engagements d'élimination des droits de douane de l'Égypte sont indiqués dans le tableau 3.1.<sup>16</sup> Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, seulement 8,7% des lignes tarifaires étaient en franchise de droits sur une base NPF, ce qui correspondait, respectivement, à 23%, 31% et 10% des importations en provenance de Jordanie, du Maroc et de Tunisie pendant la période 2004-2006. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord en 2007, l'Égypte a libéralisé toutes les lignes tarifaires restantes (91,3%) pour toutes les Parties à l'exception des lignes figurant dans la liste des produits interdits par le Conseil économique et social de la Ligue des États arabes pour des raisons sécuritaires, religieuses, sanitaires ou environnementales. L'Égypte a indiqué que cette liste était réexaminée par la Ligue des États arabes et qu'une version actualisée serait communiquée une fois la révision achevée. Le Secrétariat n'a pas pu inclure ces produits dans le tableau de libéralisation tarifaire présenté ci-après car, dans le cas de l'Égypte, ces produits ne

<sup>14</sup> La Grande zone arabe de libre-échange a été notifiée à l'OMC en tant que Zone panarabe de libre-échange (PAFTA).

<sup>15</sup> Les listes de produits figurent également dans l'annexe 3 des accords d'association du Maroc, de la Jordanie et de la Tunisie ainsi que dans le tableau de libéralisation des biens figurant dans l'accord d'association entre l'Égypte et l'Union européenne.

<sup>16</sup> En 2007, les droits NPF de l'Égypte s'appliquaient à 5 489 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres du SH. La quasi-totalité des droits (99,8% des lignes tarifaires) étaient *ad valorem*. Seules onze lignes étaient soumises à des droits spécifiques.

pouvaient pas être identifiés au niveau de la ligne tarifaire et ne pouvaient donc pas être alignés sur la nomenclature NPF de 2007. Le tableau A2.1 de l'annexe 2 de la présentation factuelle énumère les sous-positions du SH identifiables contenant des produits interdits.<sup>17</sup>

**Tableau 3.1 Égypte – Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeur moyenne correspondante des échanges**

Période d'élimination	Nombre de lignes	% du nombre total de lignes dans la liste tarifaire de l'Égypte	Valeur des importations de l'Égypte en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006) en millions de \$EU <sup>a</sup>			% des importations de l'Égypte en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006)		
			Jordanie	Maroc	Tunisie	Jordanie	Maroc	Tunisie
2007 (NPF)	477	8,7	14,3	3,5	1,7	23,1	31,4	10,2
2007	5 012	91,3	47,8	7,5	14,8	76,9	68,6	89,8
Lignes restant passibles de droits <sup>b</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5 489</b>	<b>100,0</b>	<b>62,1</b>	<b>11,0</b>	<b>16,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

a Pour les chapitres 1 à 97 du SH.

b Les produits approuvés par le Conseil économique et social de la Ligue des États arabes et exclus des accords ne figurent pas dans le tableau car il n'a pas été possible de les identifier au niveau de la ligne tarifaire et de les aligner sur la nomenclature NPF.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par l'Égypte et de données de la BDI de l'OMC.

3.10. Le taux NPF moyen appliqué en 2007 était de 17,4%. Le tableau 3.2 montre l'élimination des droits de douane de l'Égypte par section du SH.<sup>18</sup> Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, le taux NPF moyen le plus élevé était de 209% pour la section IV (préparations alimentaires), dans laquelle seules 9 lignes sur 223 étaient en franchise de droits sur une base NPF. Les textiles, les machines, les produits chimiques, les minéraux et les véhicules représentent une part importante des exportations des autres Parties. Les taux NPF moyens des sections XVII (véhicules) et XI (textiles) étaient supérieurs à 15%.<sup>19</sup> L'Accord a permis d'ouvrir le marché égyptien aux exportateurs de ces produits des autres Parties. Il faut noter aussi la libéralisation de la section VI (produits chimiques). En effet, même si le droit NPF moyen (8,2%) n'était pas le plus élevé par rapport aux autres sections, environ 95% des lignes tarifaires de cette section étaient soumises à des droits avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Les taux NPF appliqués aux machines et aux minéraux étaient déjà relativement faibles en 2007, à savoir 6% et 3% respectivement.

**Tableau 3.2 Égypte: élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH**

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
				2007	
I	8,3	245	67	178	
II	5,1	258	33	225	
III	6,3	72	10	62	
IV	209,1	223	9	214	
V	2,9	149	4	145	
VI	8,2	826	42	784	
VII	7,3	238	23	215	
VIII	12,3	78		78	
IX	12,1	94		94	

<sup>17</sup> La liste des sous-positions du SH contenant des produits interdits dans le tableau A2.1 n'est pas exhaustive car le Secrétariat n'a pas pu identifier les codes du SH de plusieurs produits interdits.

<sup>18</sup> Onze lignes assorties de taux spécifiques sont exclues de l'analyse car aucun équivalent *ad valorem* n'est disponible.

<sup>19</sup> Les chapitres XII (chaussures), XXI (œuvres d'art), XX (divers) et XIX (armes) avaient également un taux NPF moyen supérieur à 15%.

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
				2007	
X	10,1	155	1	154	
XI	15,1	829	43	786	
XII	26,3	52		52	
XIII	12,5	152	1	151	
XIV	9,9	58	7	51	
XV	8,8	601	19	582	
XVI	6,2	900	177	723	
XVII	15,5	172	11	161	
XVIII	7,5	232	24	208	
XIX	16,7	23	6	17	
XX	18,5	125		125	
XXI	25,0	7		7	
<b>Total</b>	<b>17,4</b>	<b>5 489</b>	<b>477</b>	<b>5 012</b>	<b>-</b>

Note: Pour le calcul des moyennes NPF, les droits spécifiques sont exclus.  
Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par l'Égypte et de données de la BDI de l'OMC.

### 3.1.3.2 Jordanie

3.11. Les engagements d'élimination des droits de douane de la Jordanie figurent dans le tableau 3.3.<sup>20</sup> Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, 49% des lignes tarifaires étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Toutefois, pendant la période 2004-2006, ces lignes ne représentaient que 19% du commerce avec l'Égypte, 8% du commerce avec le Maroc et 30% du commerce avec la Tunisie. La mise en œuvre de l'Accord a ramené à zéro les droits pour 49,4% de lignes tarifaires supplémentaires. Pour les importations provenant des autres Parties, 98 lignes restent passibles de droits, ce qui représente moins de 1% des importations en provenance d'Égypte.

**Tableau 3.3 Jordanie – Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeur moyenne correspondante des échanges**

Période d'élimination	Nombre de lignes	% du nombre total de lignes dans la liste tarifaire de la Jordanie	Valeur des importations de la Jordanie en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006) en millions de \$EU <sup>a</sup>			% des importations de la Jordanie en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006)		
			Égypte	Maroc	Tunisie	Égypte	Maroc	Tunisie
2007 (NPF)	3 048	49,0	63,8	1,3	1,3	18,8	7,8	30,3
2007	3 071	49,4	271,8	14,8	2,9	80,2	92,2	69,7
Lignes restant passibles de droits	98	1,6	3,2	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>6 217</b>	<b>100,0</b>	<b>338,8</b>	<b>16,1</b>	<b>4,2</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

a Pour les chapitres 1 à 97 du SH.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.  
Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Jordanie et de données de la BDI de l'OMC.

3.12. Le taux NPF moyen appliqué en 2007 était de 11%. Après la mise en œuvre de l'Accord, le droit final moyen est de 44% pour 98 lignes. Le tableau 3.4 montre l'élimination des droits de douane de la Jordanie par section du SH. Les taux NPF moyens des sections XVII (véhicules), XI (textiles) et XVI (machines) étaient respectivement de 11%, 9,5% et 8,8%. Depuis l'entrée en

<sup>20</sup> En 2007, les droits NPF de la Jordanie s'appliquaient à 6 217 lignes au niveau des positions à 9 chiffres du SH. La quasi-totalité des lignes tarifaires (99,9%) étaient soumises à des droits *ad valorem*. Seules sept lignes étaient soumises à des droits mixtes et une ligne à d'autres types de droits.



vigueur de l'Accord, toutes les lignes de ces sections sont en franchise de droits. Le taux NPF moyen pour la section V (minéraux) était de 8,8% et, dans le cadre de l'Accord, une seule ligne reste passible de droits, avec un taux de 30%. Le taux NPF moyen appliqué pour la section IV (préparations alimentaires) était l'un des plus élevés (26,9%), avec seulement 29% des lignes en franchise de droits sur une base NPF en 2007. L'Accord ramène à zéro le taux sur 146 lignes mais 35 lignes restent passibles de droits, avec un taux appliqué moyen élevé de 90%.

**Tableau 3.4 Jordanie: élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH**

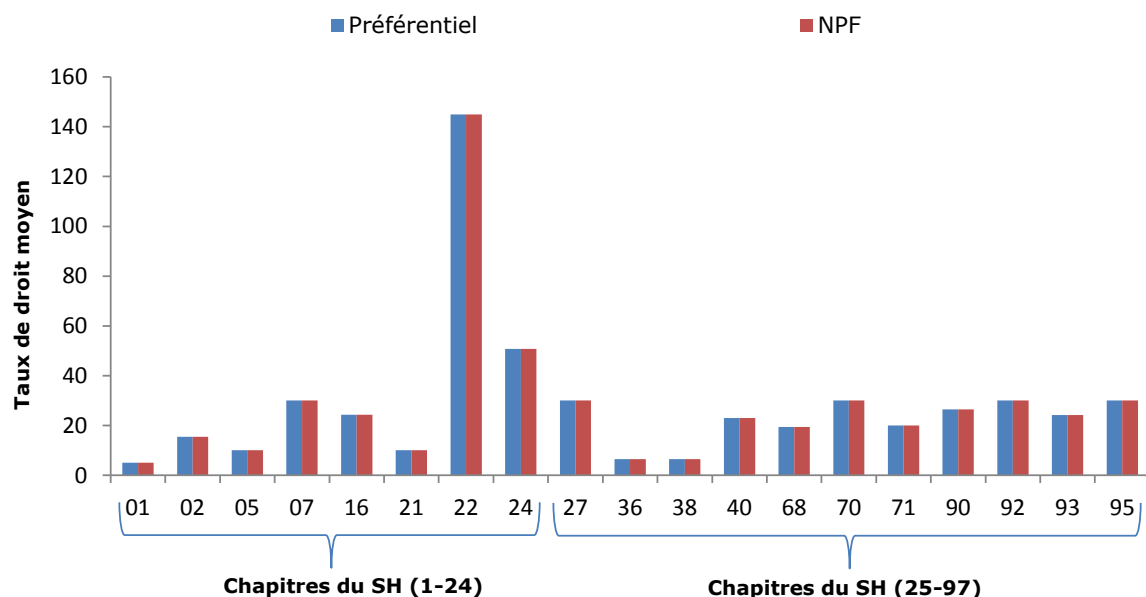
Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	Droit final moyen (lignes passibles de droits)
				2007		
I	15,5	252	16	221	15	13,0
II	17,1	318	67	250	1	30,0
III	12,0	66	36	30		
IV	26,9	255	74	146	35	89,6
V	8,8	160	94	65	1	30,0
VI	1,8	898	721	169	8	6,5
VII	5,7	291	174	115	2	23,0
VIII	15,6	69	19	50		
IX	11,5	133	65	68		
X	13,0	226	96	130		
XI	9,5	836	471	365		
XII	26,4	50	5	45		
XIII	17,9	178	48	116	14	20,9
XIV	16,1	59	1	57	1	20,0
XV	11,8	732	310	422		
XVI	8,8	1 032	643	389		
XVII	11,0	204	84	120		
XVIII	13,8	291	102	186	3	27,7
XIX	25,8	24		7	17	24,1
XX	24,3	135	22	112	1	30,0
XXI	27,0	8		8		
<b>Total</b>	<b>11,0</b>	<b>6 217</b>	<b>3 048</b>	<b>3 071</b>	<b>98</b>	<b>44,1</b>

Note: Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.  
Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.  
Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Jordanie et de données de la BDI de l'OMC.

3.13. Le graphique 3.1 montre les taux moyens restant applicables aux produits agricoles et non agricoles par chapitre du SH après la mise en œuvre de l'Accord. Parmi les chapitres concernant les produits agricoles, les chapitres 22 (boissons, liquides alcooliques et vinaigres) et 24 (tabacs) du SH sont ceux pour lesquels les taux de droits moyens sont les plus élevés, à 145% pour 16 lignes et 51% pour 14 lignes, respectivement. Un taux moyen de 30% s'applique aux produits non agricoles relevant de 4 chapitres du SH, à savoir le chapitre 27 (combustibles minéraux) avec 1 ligne passible de droits, le chapitre 70 (verre et ouvrages en verre) avec 2 lignes passibles de droits, le chapitre 92 (instruments de musique) avec 1 ligne passible de droits et le chapitre 95 (jouets) avec 1 ligne passible de droits. Les taux préférentiels appliqués dans ces chapitres équivalent aux moyennes NPF, ce qui indique qu'il n'y a pas de libéralisation additionnelle pour les importations de ces produits en provenance des autres Parties.



**Graphique 3.1 Jordanie: moyenne des taux des lignes passibles de droits, pour les lignes exclues, par chapitre du SH**

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Jordanie.

### 3.1.3.3 Maroc

3.14. Les engagements d'élimination des droits de douane du Maroc figurent dans le tableau 3.5.<sup>21</sup> Seules 23 lignes tarifaires étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2007. Depuis la mise en œuvre de l'Accord, 91% des lignes tarifaires sont en franchise de droits pour les Parties, ce qui représente, respectivement, 96,3%, 97,8% et 97,3% des importations en provenance d'Égypte, de Jordanie et de Tunisie pendant la période 2004-2006. Après la mise en œuvre de l'Accord, 1 542 lignes tarifaires (8,7%) restent passibles de droits, ce qui représente entre 2,2% et 2,7% des importations en provenance des autres Parties.

**Tableau 3.5 Maroc – Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeur moyenne correspondante des échanges**

Période d'élimination	Nombre de lignes	% du nombre total de lignes dans la liste tarifaire du Maroc	Valeur des importations du Maroc en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006) en millions de \$EU <sup>a</sup>			% des importations du Maroc en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006)		
			Égypte	Jordanie	Tunisie	Égypte	Jordanie	Tunisie
2007 (NPF)	23	0,1	2,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0
2007	16 181	91,2	148,8	3,8	110,3	96,3	97,8	97,3
Lignes restant passibles de droits	1 542	8,7	3,8	0,1	3,1	2,4	2,2	2,7
<b>Total</b>	<b>17 746</b>	<b>100,0</b>	<b>154,5</b>	<b>3,9</b>	<b>113,4</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

a Pour les chapitres 1 à 97 du SH.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2002.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par le Maroc.

<sup>21</sup> En 2007, les droits NPF du Maroc s'appliquaient à 17 746 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH. Tous les taux de droits étaient *ad valorem*.

3.15. Le taux NPF moyen appliqué en 2007 était de 25%. Après la mise en œuvre de l'Accord, le droit final moyen sur les importations en provenance des autres Parties était de 20%. Le tableau 3.6 montre l'élimination des droits de douane du Maroc par section du SH. La seule section du SH qui a été entièrement libéralisée est la section XII (chaussures). Toutes les autres sections ont fait l'objet d'une libéralisation importante à l'exception de la section VI (produits chimiques). En effet, 34% des lignes tarifaires de cette section restent passibles de droits avec un droit moyen de 12%. Les sections V (minéraux), XI (textiles) et XVI (machines) ont été largement libéralisées, mais il y a encore 23, 163 et 29 lignes tarifaires passibles de droits, respectivement, avec des droits moyens de 12%, 28% et 13%.

**Tableau 3.6 Maroc: élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH**

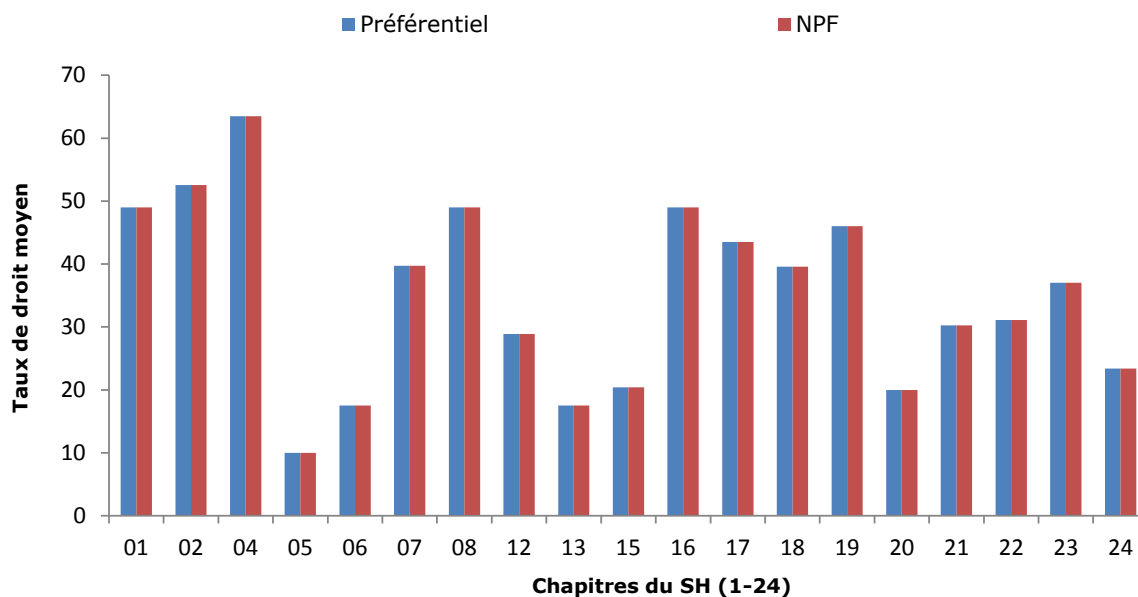
Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	Droit final moyen (lignes passibles de droits)
				2007		
I	72,2	748		698	50	51,5
II	37,6	807		781	26	35,8
III	27,2	139		119	20	20,4
IV	39,7	871		719	152	32,8
V	13,1	309	23	262	24	12,3
VI	14,3	2 345		1 550	795	11,9
VII	35,2	1 125		1 037	88	38,8
VIII	13,9	402		376	26	17,5
IX	31,9	502		495	7	40,0
X	36,6	668		656	12	29,0
XI	23,4	3 410		3 247	163	28,2
XII	33,5	238		238		
XIII	27,7	471		431	40	31,3
XIV	9,8	146		131	15	10,0
XV	20,5	2 025		2 010	15	14,7
XVI	11,4	1 870		1 841	29	13,4
XVII	20,8	668		652	16	17,5
XVIII	6,5	469		437	32	7,9
XIX	10,0	73		56	17	10,0
XX	26,9	451		445	6	13,3
XXI	10,0	9			9	10,0
<b>Total</b>	<b>24,8</b>	<b>17 746</b>	<b>23</b>	<b>16 181</b>	<b>1 542</b>	<b>19,9</b>

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2002.

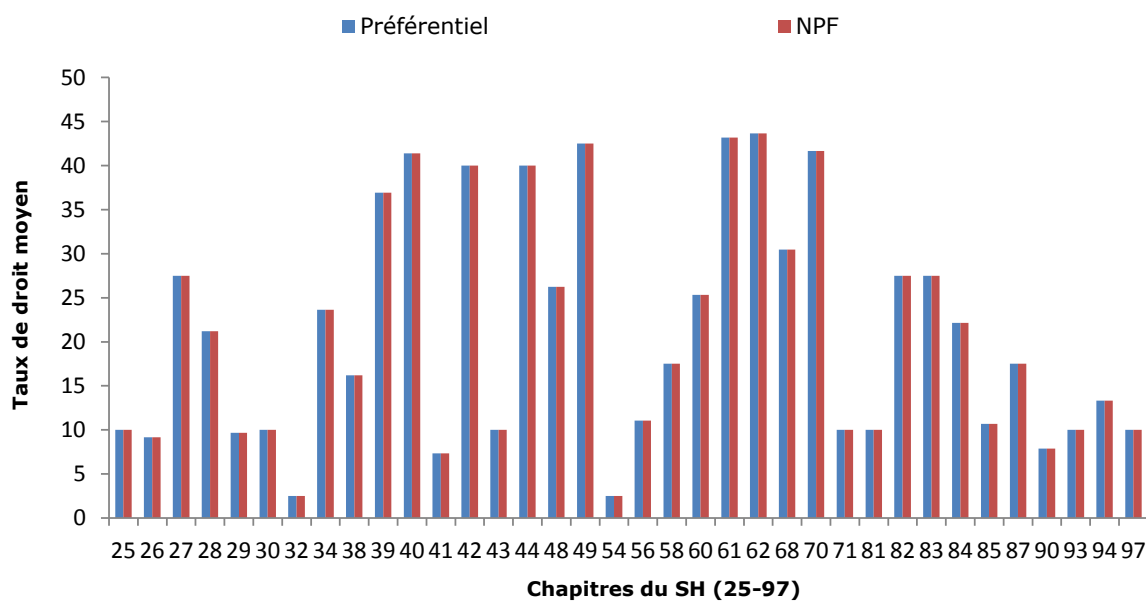
Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par le Maroc.

3.16. Le graphique 3.2 indique les taux moyens des lignes restant passibles de droits pour les produits agricoles et non agricoles, par chapitre du SH. Un certain nombre de lignes restent passibles de droits dans les chapitres du SH concernant les produits agricoles et non agricoles. Le panneau a) du graphique 3.2 fait référence aux chapitres du SH concernant les produits agricoles, il montre que deux lignes du chapitre 4 (produits laitiers) ont le droit moyen le plus élevé (63,5%). Trente-huit lignes du chapitre 2 (viandes) sont également passibles de droits avec un taux moyen de 52,5%. Le panneau b) du graphique montre que, dans les chapitres 61 et 62 (textiles), le droit moyen est supérieur à 43% pour 11 et 26 lignes respectivement. Pour 555 lignes du chapitre 29 (produits chimiques organiques), le droit moyen est de 9,7%. Les taux moyens les plus élevés concernent les chapitres 4 (produits laitiers, 63,5%), 2 (viandes, 52,5%), 1 (animaux vivants, 49%), 8 (fruits comestibles, 49%) et 16 (préparations de viande et de poissons, 49%). Les taux préférentiels appliqués à ces chapitres équivalent aux moyennes NPF, ce qui indique qu'il n'y a pas de libéralisation additionnelle pour les importations de ces produits en provenance des autres Parties.

**Graphique 3.2 Maroc: moyenne des taux des lignes passibles de droits, pour les lignes exclues, par chapitre du SH**



a)



b)

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2002.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par le Maroc.

### 3.1.3.4 Tunisie

3.17. Les engagements d'élimination des droits de douane de la Tunisie figurent dans le tableau 3.7. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, seulement 5,4% des lignes tarifaires étaient en franchise de droits sur une base NPF, ce qui correspondait, respectivement, à 2%, 5% et 1% des importations en provenance d'Égypte, de Jordanie et du Maroc pendant la période 2004-2006. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord en 2007, la Tunisie a libéralisé toutes les lignes tarifaires restantes (94,6%) pour toutes les Parties, à l'exception des lignes figurant dans la liste de produits interdits par le Conseil économique et social de la Ligue des États arabes pour des raisons

sécuritaires, religieuses, sanitaires ou environnementales. Le Secrétariat n'a pas pu inclure ces produits dans le tableau de libéralisation tarifaire présenté ci-dessous car, dans le cas de la Tunisie, ces produits ne pouvaient pas être identifiés au niveau de la ligne tarifaire et ne pouvaient donc pas être alignés sur la nomenclature NPF de 2007. Le tableau A2.1 de l'annexe 2 de la présentation factuelle énumère les chapitres, positions et sous-positions du SH identifiables contenant des produits interdits.<sup>22</sup>

**Tableau 3.7 Tunisie – Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeur moyenne correspondante des échanges**

Période d'élimination	Nombre de lignes	% du nombre total de lignes dans la liste tarifaire de la Tunisie	Valeur des importations de la Tunisie en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006) en millions de \$EU <sup>a</sup>			% des importations de la Tunisie en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir (2004-2006)		
			Égypte	Jordanie	Maroc	Égypte	Jordanie	Maroc
2007 (NPF)	627	5,4	1,5	0,4	0,7	2,0	5,1	1,1
2007	11 052	94,6	77,4	8,1	63,8	98,0	94,9	98,9
Lignes restant passibles de droits <sup>b</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>11 679</b>	<b>100,0</b>	<b>79,0</b>	<b>8,5</b>	<b>64,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

a Pour les chapitres 1 à 97 du SH.

b Les produits approuvés par le Conseil économique et social de la Ligue des États arabes et exclus des accords ne figurent pas dans le tableau car il n'a pas été possible de les identifier au niveau de la ligne tarifaire et de les aligner sur la nomenclature NPF.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Tunisie et de données de la BDI de l'OMC.

3.18. Le taux NPF moyen appliqué en 2007 était de 36,4%. Le tableau 3.8 montre l'élimination des droits de douane de la Tunisie par section du SH. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, le taux NPF moyen le plus élevé était de 71,2% pour la section IV (préparations alimentaires), dans laquelle toutes les lignes tarifaires étaient passibles de droits sur une base NPF. Les textiles, les machines, les produits chimiques, les minéraux et les véhicules représentent une part importante des exportations des autres Parties et, en vertu de l'Accord, ces lignes tarifaires ont toutes été libéralisées. Toutes les lignes de la section XI (textiles), qui étaient toutes passibles de droits sur une base NPF avec un taux moyen de 57%, sont désormais en franchise de droits. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, la plupart des lignes des sections VI (produits chimiques) et XVI (machines) étaient soumises à des droits NPF avec un taux moyen de 17% et 23%, respectivement. En 2007, les taux NPF moyens pour les sections V (minéraux) et XVII (véhicules) étaient respectivement de 11% et 21%.

**Tableau 3.8 Tunisie: élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH**

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
				2007	
I	62,4	880		880	
II	70,5	614		614	
III	63,4	141		141	
IV	71,2	884		884	
V	11,5	340	100	240	
VI	17,2	1 409	18	1 391	
VII	21,5	434	2	432	
VIII	39,9	189		189	
IX	28,8	248		248	
X	32,6	277	13	264	
XI	56,8	1 393		1 393	

<sup>22</sup> La liste des chapitres, positions et sous-positions du SH contenant des produits interdits dans le tableau A2.1 n'est pas exhaustive car le Secrétariat n'a pas pu identifier les codes du SH de plusieurs produits interdits.

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2007)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
				2007	
XII	40,6	125		125	
XIII	29,5	362		362	
XIV	37,7	119	1	118	
XV	20,0	1 255	206	1 049	
XVI	22,7	1 870	154	1 716	
XVII	21,2	407	90	317	
XVIII	18,7	412	43	369	
XIX	22,6	27		27	
XX	36,3	286		286	
XXI	19,0	7		7	
<b>Total</b>	<b>36,4</b>	<b>11 679</b>	<b>627</b>	<b>11 052</b>	<b>–</b>

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Tunisie et de données de la BDI de l'OMC.

### 3.1.4 Contingents tarifaires

3.19. L'Accord ne contient aucune disposition concernant les contingents tarifaires.

## 3.2 Règles d'origine

3.20. L'article 6 fait référence au Protocole concernant la définition du concept de produits originaires et les méthodes de coopération administrative (annexe II de l'Accord). Les prescriptions pour les produits originaires sont conformes au Protocole paneuroméditerranéen sur les règles d'origine.

3.21. L'article 6 dispose en outre que les produits originaires d'un pays membre seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré et approuvé par les autorités compétentes du pays exportateur. Les autorités compétentes prendront les mesures nécessaires pour vérifier le caractère originaire des produits, conformément au Protocole sur les règles d'origine spécifiques à l'Accord.

3.22. En tant que participants au Processus de Barcelone, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie adoptent le système paneuroméditerranéen de cumul de l'origine.<sup>23</sup> Cela signifie que les produits provenant de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange, de la Turquie, des pays ayant signé la Déclaration de Barcelone, des Balkans occidentaux et des îles Féroé bénéficient d'un cumul diagonal. De plus, le cumul total s'applique entre l'UE, le Maroc et la Tunisie.

3.23. Conformément à l'article 2 de l'annexe II, un produit est considéré comme originaire<sup>24</sup>:

- s'il a été entièrement obtenu dans la Partie contractante à la Convention au sens de l'article 4; ou
- si les matières non originaires incorporées dans le produit ont fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante dans la Partie contractante à la Convention, conformément aux prescriptions spécifiques énoncées à l'article 5.

3.24. L'annexe II c) de l'Accord indique l'ouvraison ou la transformation dont doivent faire l'objet les matières non originaires pour que le produit acquière le caractère de produit originaire. Les règles sont généralement spécifiques à chaque chapitre, avec des exceptions au niveau de la

<sup>23</sup> Le système paneuropéen de cumul de l'origine, créé en 1997 sur la base de l'Accord sur l'Espace économique européen, a été ouvert aux participants au Processus de Barcelone en 2005 afin de créer un système paneuroméditerranéen de cumul de l'origine (IP/05/1256).

<sup>24</sup> Sauf indication contraire, tous les articles mentionnés dans le reste de la présente section font référence aux articles de l'annexe II de l'Accord.

position tarifaire (position à quatre chiffres CPT).<sup>25</sup> L'origine est conférée selon quatre critères principaux appliqués soit séparément, soit en combinaison les uns avec les autres. Ces critères sont les suivants: le critère de "l'obtention entière", exigeant que toutes les matières du chapitre soient entièrement obtenues; le critère de "changement de position tarifaire" (CPT), qui exige que les matières non originaires relèvent d'autres positions que celle du produit final; le critère de teneur en matières importées (TMI), exigeant que la valeur des matières non originaires n'excède pas un pourcentage donné du prix départ usine du produit; et la règle du critère technique, qui énonce les étapes d'ouvroison que les matières non originaires doivent subir. Dans certains cas, il est possible de combiner différentes règles ou de choisir parmi celles-ci.

3.25. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 prévoient le cumul diagonal avec les autres pays participant au système paneuroméditerranéen de cumul de l'origine. L'article 5 (produits suffisamment ouvrés ou transformés) prévoit un "principe d'absorption", c'est-à-dire que lorsqu'une matière non originaire acquiert le caractère originaire du fait qu'elle satisfait à la règle de transformation correspondante, elle est considérée comme originaire à 100% dès lors qu'elle a été incorporée dans un produit final.

3.26. La "règle de *minimis*" énoncée à l'article 5.2 permet l'utilisation de matières non originaires qui ne seraient pas admises par ailleurs, à condition: i) que leur valeur totale n'excède pas 10% du prix départ usine du produit; et ii) que les pourcentages indiqués dans l'annexe II c) ne soient pas dépassés. Cette règle s'applique à tous les produits, sauf les textiles et les vêtements (chapitres 50 à 63 du SH).<sup>26</sup>

3.27. L'article 6 donne une liste exhaustive des opérations d'ouvroison ou de transformation qui ne sont pas suffisantes pour conférer l'origine, même si le produit satisfait à la règle pertinente. L'article 7 définit l'unité de qualification à utiliser en application des dispositions du protocole; les articles 8 à 10 déterminent la façon dont certains éléments (accessoires, pièces de rechange et outillage, assortiments et éléments neutres) doivent être traités ou évalués pour déterminer l'origine des marchandises. L'article 11 dispose que le perfectionnement passif à l'extérieur de la zone paneuroméditerranéenne n'est autorisé que si certaines conditions sont remplies. Le non-respect de ces conditions entraîne l'annulation du caractère originaire.

3.28. Une règle interdisant les ristournes de droits est appliquée aux matières non originaires entrant dans la composition de produits bénéficiant d'un traitement préférentiel et ayant obtenu le statut originaire dans l'un des pays de la zone paneuroméditerranéenne (article 14). Cette interdiction des ristournes ne s'applique que lorsque les produits ont obtenu le statut originaire sur la base du cumul diagonal paneuroméditerranéen. En outre, les Parties sont autorisées à appliquer des ristournes partielles aux matières non originaires utilisées dans les produits non agricoles (chapitres 25 à 97 du SH), sous réserve du paiement d'un pourcentage fixe de droits de douane. Cette disposition était initialement applicable jusqu'au 31 décembre 2012 mais la Jordanie a indiqué que l'UE avait prorogé jusqu'au 31 décembre 2015 l'exemption partielle de l'interdiction des ristournes de droits dans les protocoles sur les règles d'origine annexés aux accords d'association avec la Jordanie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie et, selon l'Égypte, cette exemption a été renouvelée jusqu'à présent.

### 3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation

3.29. L'Accord ne contient pas de disposition relative aux droits et impositions à l'exportation.

<sup>25</sup> Dans l'annexe II du Protocole n° 4, la plupart des chapitres sont précédés de "ex", signifiant que leur(s) règle(s) correspondante(s) dans les colonnes 3 et 4 de l'annexe s'appliquent au chapitre "à l'exception" des positions tarifaires énumérées directement après le chapitre. En l'absence de la mention "ex", la règle s'applique au chapitre sans exceptions.

<sup>26</sup> Des "règles de tolérance" spéciales s'appliquent à certains produits textiles composés d'un mélange de matières (voir les notes 5 et 6 de l'annexe II b)).

### **3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord**

#### **3.4.1 Normes**

##### **3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires**

3.30. L'article 21 dispose que les membres devront mettre en œuvre des procédures sanitaires et phytosanitaires pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et préserver les végétaux dans la mesure où elles ne contreviennent pas aux autres dispositions de l'Accord. De plus, les marchandises importées sont toujours soumises aux lois sur la quarantaine agricole et vétérinaire applicables dans chaque pays. Enfin, ces procédures et ces règles ne seront pas utilisées de manière à constituer un obstacle non tarifaire au commerce entre les Parties, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS), à l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) et aux autres accords internationaux pertinents.

##### **3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce**

3.31. L'Accord ne fait pas directement référence à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et ne le reprend pas directement. L'article 23 dispose que les pays membres s'efforceront d'harmoniser leur législation, leurs normes et leurs réglementations techniques, conformément à la pratique internationale. En ce qui concerne l'évaluation de la conformité, les pays s'attacheront en priorité à conclure des accords dans ce domaine.

3.32. Des consultations devront être tenues dans le cas où un pays membre aurait recours à des mesures qui créeraient, ou qui seraient susceptibles de créer, des obstacles techniques au commerce.

#### **3.4.2 Mécanismes de sauvegarde**

3.33. Les Parties conservent le droit d'appliquer des mesures d'urgence conformément à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes si l'augmentation des importations d'un produit sur son territoire cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production locale ou au secteur agricole produisant un produit similaire (voir l'article 15). L'Accord ne prévoit pas expressément la possibilité d'exclure une Partie de l'application de mesures de sauvegarde globales. Les procédures de sauvegarde devront également être conformes aux lois et aux règles applicables dans chaque Partie.

##### **3.4.2.1 Mesures de sauvegarde spéciale**

3.34. L'article 16 régit les mesures qui peuvent être prises par une Partie pour protéger ses industries naissantes et ses secteurs en cours de restructuration ou ceux qui connaissent de graves difficultés. En particulier, par dérogation aux articles 3 et 4 de l'Accord, les Parties peuvent majorer ou rétablir des droits de douane ou d'autres mesures d'effet équivalent. Ces mesures sont limitées dans le temps et ne peuvent être prises que pendant la période de transition. Chaque pays est obligé d'informer les autres Parties de toute mesure exceptionnelle qu'il a l'intention de prendre et du calendrier pour leur suppression. Le Comité des Ministres du commerce extérieur doit étudier et approuver ces mesures avant qu'elles ne soient mises en œuvre.

##### **3.4.2.2 Mesures de sauvegarde à des fins de balance des paiements**

3.35. L'article 18 régit l'application de mesures de sauvegarde à des fins de balance des paiements. Si un pays Membre fait face, ou risque de faire face, à des dangers, à des difficultés ou à un déséquilibre en relation avec sa balance des paiements, il peut prendre des mesures appropriées conformément aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. Le Comité des Ministres du commerce extérieur doit être informé de ces mesures et du calendrier pour leur suppression.

#### **3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires**

3.36. L'Accord antidumping de l'OMC et l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires régissent les droits et obligations des Parties concernant l'application de mesures

antidumping et de mesures compensatoires, conformément aux lois et aux règles applicables dans chaque Partie (article 17).

#### **3.4.4 Subventions et aides publiques**

3.37. L'Accord ne contient pas de dispositions en matière de subventions et d'aides publiques.

#### **3.4.5 Procédures douanières**

3.38. L'Accord sur l'OMC régit les procédures d'évaluation en douane des marchandises importées (article 9).

#### **3.4.6 Autres réglementations**

3.39. L'article 12 régit l'application aux produits importés de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les ventes. Le niveau de la TVA et de la taxe sur les ventes appliquées aux marchandises pour lesquelles les droits de douane et les taxes d'effet équivalent seront éliminés ou réduits doit être fixé en tenant compte de la valeur proportionnelle de l'exemption ou de la réduction de ces droits et de ces taxes spécifiée dans l'Accord.

3.40. Toutes les marchandises échangées entre les Parties sont soumises à la législation en vigueur dans chaque pays concernant la sécurité et la santé, la protection de la moralité, de l'ordre public et du patrimoine national historique, archéologique et artistique et la protection de l'environnement (article 20).

### **3.5 Dispositions sectorielles de l'Accord**

3.41. L'Accord ne contient aucune disposition sectorielle.

## **4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD**

### **4.1 Transparence**

4.1. L'Accord ne contient pas de disposition expresse sur la transparence. Il prévoit qu'à sa signature les Parties échangeront des documents relatifs à la fixation des droits de douane et des droits et taxes d'effet équivalent à compter du 31 décembre 1997 (article 7).

### **4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux**

4.2. Le paiement des transactions commerciales entre les Parties sera effectué dans une monnaie librement échangeable, conformément aux règles et lois en vigueur dans chaque pays, sans enfreindre les accords ou arrangements en vigueur entre les Parties.

### **4.3 Exceptions**

4.3. Conformément à l'article 19, les produits dont la liste a été approuvée par le Conseil économique et social de la Ligue des États arabes sont interdits et ne sont pas visés par les dispositions de l'Accord.

### **4.4 Adhésion et retrait**

4.4. L'article premier de l'Accord laisse la porte ouverte à l'adhésion d'autres pays arabes de la Méditerranée. L'article 30 dispose que tout membre de la Ligue arabe et de la Grande zone arabe de libre-échange participant à un accord d'association ou à un accord de libre-échange avec l'UE peut demander à adhérer à l'Accord. L'adhésion doit être approuvée par tous les pays membres et le pays en voie d'adhésion doit s'engager à mettre en œuvre toutes les obligations effectives découlant de l'Accord au moment de l'adhésion.

4.5. L'Accord est en vigueur pour une durée illimitée (voir l'article 31). Néanmoins, tout pays membre peut s'en retirer en informant le Comité des Ministres des affaires étrangères de son



retrait. L'Accord devient caduc pour le pays qui se retire, après une période de trois mois à compter de la date de notification.

#### 4.5 Cadre institutionnel

4.6. L'Accord établit un Comité des Ministres des affaires étrangères (article 24), un Comité des Ministres du commerce extérieur (articles 24 et 25) et une Unité technique (article 27). Le Comité des Ministres des affaires étrangères, qui se réunit une fois par an ou aussi souvent que nécessaire, définit les mesures nécessaires pour faire avancer et élargir le processus d'Agadir parmi les pays arabes de la Méditerranée, ainsi qu'entre eux et l'Union européenne. Comme l'a indiqué l'Égypte, la première réunion du Comité des Ministres des affaires étrangères s'est tenue le 19 janvier 2011 à Charm el-Cheikh (Égypte); à cette occasion, les Ministres ont déclaré qu'il fallait renforcer le soutien politique à l'Accord. Une autre réunion du Comité des Ministres des affaires étrangères s'est tenue en marge des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 26 septembre 2011. La réunion a porté sur plusieurs questions centrées sur la nécessité d'accroître encore le soutien à l'Accord au niveau politique. Le Comité des Ministres des affaires étrangères a en outre accueilli favorablement la demande d'adhésion à l'Accord de la Palestine. Le 27 mars 2017, il s'est réuni à Amman (Jordanie) et a approuvé l'adhésion de la Palestine et du Liban à l'Accord, à condition que les protocoles d'accession soient conclus conformément aux dispositions de l'Accord.

4.7. Le Comité des Ministres du commerce extérieur, qui se réunit une fois par an ou aussi souvent que nécessaire, veille à la mise en œuvre de l'Accord et définit les moyens d'approfondir la coopération et l'intégration entre les Parties. Le Comité aide les pays à éviter les différends et facilite leur règlement par le biais de consultations. Il est aussi chargé de suivre l'évolution du commerce des services entre les pays membres après l'entrée en vigueur de l'Accord (voir l'article 5).

4.8. Le Comité des Ministres du commerce extérieur a établi un Comité technique chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Accord et des décisions prises par le Comité et de fournir une assistance pour le règlement des différends.<sup>27</sup> Le Comité technique a tenu cinq réunions consacrées à l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord et a discuté des améliorations possibles dans le processus d'intégration économique entre les Parties.<sup>28</sup>

4.9. L'annexe III établit une Unité technique qui fournit des conseils et un soutien technique sur toutes les questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord.

#### 4.6 Règlement des différends

4.10. Le règlement des différends relatifs à l'interprétation et à l'application de l'Accord est régi par l'article 28.

4.11. Les Parties concernées doivent s'efforcer de parvenir à un règlement du différend qui soit satisfaisant pour toutes les Parties, par voie de consultations. Si les consultations ne permettent pas de régler le différend dans un délai de 45 jours, la question est soumise au Comité des Ministres du commerce extérieur, qui l'examine et prend les décisions nécessaires pour régler le différend.

4.12. Les Parties concernées peuvent demander la désignation d'un comité d'arbitrage spécial dans le cas où le Comité des Ministres du commerce extérieur ne peut pas parvenir à un règlement satisfaisant. La demande de constitution d'un comité d'arbitrage spécial est examinée par le Comité des Ministres du commerce extérieur et, si elle est approuvée, le comité d'arbitrage est établi dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date d'acceptation de la demande. Ce délai peut être réduit à 15 jours lorsque le différend concerne des marchandises dont la durée de péremption est courte. Les règles et les procédures de travail du comité d'arbitrage spécial sont établies par le Comité des Ministres du commerce extérieur.

<sup>27</sup> L'Égypte a précisé que le Comité des Ministres du commerce extérieur avait établi un Comité de hauts fonctionnaires qui s'est réuni le 18 mars 2015 afin d'étudier le protocole d'accession.

<sup>28</sup> Comme l'a indiqué le Maroc, la dernière réunion du Comité technique a eu lieu en décembre 2016.

#### 4.7 Marchés publics

4.13. L'article 11 porte sur les marchés publics. Les dispositions de l'Accord s'appliquent également dans le contexte des marchés publics, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec les lois et procédures en vigueur de chaque Partie en matière de traitement préférentiel.

#### 4.8 Droits de propriété intellectuelle

4.14. En vertu de l'article 22, l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et les lois nationales régissent la protection des droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, les brevets, les marques, les logos industriels, les noms géographiques de produits, les noms indiquant l'origine, les œuvres littéraires et artistiques et les programmes d'ordinateur. Le Comité des Ministres du commerce extérieur est chargé de suivre toutes les questions relatives à la propriété intellectuelle.

#### 4.9 Commerce des services

4.15. L'Accord comporte en outre un article sur le commerce des services. En vertu de l'article 5, les Parties s'emploient à respecter les engagements en matière de libéralisation du commerce des services définis dans leurs Listes AGCS respectives. Elles s'efforcent aussi d'accroître le commerce des services entre elles, conformément aux lois applicables et aux structures existant dans chaque pays.

#### 4.10 Relation avec les autres accords conclus par les Parties

4.16. L'article 32 laisse aux Parties la possibilité de conclure et de ratifier d'autres accords établissant des unions douanières ou des zones de libre-échange, ou d'établir d'autres arrangements relatifs au commerce international, conformément à l'article XXIV et à la Partie IV du GATT.

4.17. Le tableau 4.1 ci-après énumère les ACR des Parties autres que l'Accord, qui ont été notifiés ou non. Toutes les Parties sont membres de la Zone panarabe de libre-échange (PAFTA) et ont des accords bilatéraux distincts avec l'UE, la Turquie et l'AELE. L'Égypte, le Maroc et la Tunisie sont également membres du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC).

**Tableau 4.1 Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie: participation à d'autres ACR (notifiés ou non, en vigueur), au 21 juin 2018**

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
ÉGYPTE				
Marché commun du Sud (MERCOSUR) – Égypte	1 <sup>er</sup> septembre 2017	Marchandises	2018	Clause d'habilitation
AELE – Égypte	1 <sup>er</sup> août 2007	Marchandises	2007	Article XXIV du GATT
Égypte-Turquie	1 <sup>er</sup> mars 2007	Marchandises	2007	Clause d'habilitation
UE-Égypte	1 <sup>er</sup> juin 2004	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de l'Égypte	17 février 1999	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
Zone panarabe de libre-échange (PAFTA) <sup>a</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) <sup>b</sup>	8 décembre 1994	Marchandises	1995	Clause d'habilitation
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19 avril 1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Protocole sur les négociations commerciales (PNC)	11 février 1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
PAFTA – Adhésion de l'Algérie	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de la Palestine	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	Non notifié	

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
COMESA – Adhésion de Djibouti, de Madagascar et de la République démocratique du Congo	21 décembre 1981	Marchandises	Non notifié	
COMESA – Adhésion de la Libye	3 janvier 2005	Marchandises	Non notifié	
COMESA – Adhésion des Seychelles	2001	Marchandises	Non notifié	
JORDANIE				
Canada-Jordanie	1 <sup>er</sup> octobre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Turquie-Jordanie	1 <sup>er</sup> mars 2011	Marchandises	2011	Article XXIV du GATT
Jordanie-Singapour	22 août 2005	Marchandises et services	2006	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
AELE – Jordanie	1 <sup>er</sup> septembre 2002	Marchandises	2002	Article XXIV du GATT
UE-Jordanie	1 <sup>er</sup> mai 2002	Marchandises	2002	Article XXIV du GATT
États-Unis-Jordanie	17 décembre 2001	Marchandises et services	2002	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Zone panarabe de libre-échange (PAFTA) <sup>a</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
Jordanie-Israël	19 avril 1996	Marchandises	Non notifié	
Accord-cadre MERCOSUR – Jordanie	n.d.	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de l'Algérie	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de la Palestine	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	Non notifié	
MAROC				
Turquie-Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 2006	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
États-Unis-Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 2006	Marchandises et services	2005	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Maroc	1 <sup>er</sup> mars 2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
AELE – Maroc	1 <sup>er</sup> décembre 1999	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
Zone panarabe de libre-échange (PAFTA) <sup>a</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19 avril 1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Accord-cadre MERCOSUR – Maroc	29 avril 2010	Marchandises	Non notifié	
Maroc-Émirats arabes unis	9 juillet 2003	Marchandises	Non notifié	
Tunisie-Maroc	16 mars 1999	Marchandises	Non notifié	
Maroc-Guinée	6 septembre 2000	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de l'Algérie	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Marchandises	Non notifié	
PAFTA –Adhésion de la Palestine	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	Non notifié	
TUNISIE				
Turquie-Tunisie	1 <sup>er</sup> juillet 2005	Marchandises	2005	Article XXIV du GATT
AELE – Tunisie	1 <sup>er</sup> juin 2005	Marchandises	2005	Article XXIV du GATT
UE-Tunisie	1 <sup>er</sup> mars 1998	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
Zone panarabe de libre-échange (PAFTA) <sup>a</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19 avril 1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Protocole sur les négociations commerciales (PNC)	11 février 1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
Tunisie-Libye	19 février 2002	Marchandises	Non notifié	
Tunisie-Iraq	31 décembre 1999	Marchandises	Non notifié	
Tunisie-Maroc	16 mars 1999	Marchandises	Non notifié	
Tunisie-Syrie	2005	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de l'Algérie	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Marchandises	Non notifié	
PAFTA – Adhésion de la Palestine	1 <sup>er</sup> janvier 1998	Marchandises	Non notifié	

a La notification présentée en octobre 2006 (WT/REG223/N/1) indiquait que les Parties à l'Accord portant création de la PAFTA étaient les suivantes: Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes

unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.  
Les traités d'adhésion de l'Algérie et de la Palestine n'ont pas encore été notifiés.

- b La notification présentée en mai 1995 (WT/COMTD/N/3) indiquait que les Parties à l'Accord portant création du COMESA étaient les suivantes: Angola, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Le traité d'adhésion de l'Égypte a été notifié en 2017 (WT/COMTD/N/51). Les traités d'adhésion de Djibouti, de la Libye, de Madagascar, de la République démocratique du Congo et des Seychelles n'ont pas encore été notifiés. Les retraits de l'Angola, du Lesotho et de la Tanzanie doivent également faire l'objet d'une notification.

n.d. Non disponible.

Source: Secrétariat de l'OMC.

## ANNEXE 1

1. Les tableaux A1.1 à A1.4 indiquent les chiffres moyens concernant l'élimination des droits de douane des Parties. Ils donnent aussi des renseignements sur les produits agricoles et non agricoles.

2. La part des lignes tarifaires en franchise de droits pour tous les produits importés par l'Égypte est passée de 8,7% sur une base NPF à 100% avec la mise en œuvre de l'Accord (voir le tableau A1.1), bien que certains produits soient exclus de l'Accord (voir le tableau 2.1 de l'annexe 2). La part des lignes tarifaires en franchise de droits était plus élevée pour les produits agricoles (13,3%) que pour les produits non agricoles (8%). La moyenne des droits appliqués a été ramenée de 17,4% à zéro globalement, et de 65% et 10% à zéro respectivement pour les produits agricoles et les produits non agricoles importés des autres Parties.

**Tableau A1.1 Égypte: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles <sup>a</sup>			Produits non agricoles		
		Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2007	17,4	19,0	8,7	65,2	75,4	13,3	10,0	10,9	8,0
Agadir	2007	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par l'Égypte et de données de la BDI de l'OMC.

3. La part des lignes tarifaires en franchise de droits pour tous les produits importés par la Jordanie est passée de 49% à 98% avec la mise en œuvre de l'Accord (voir le tableau A1.2). La part des lignes tarifaires en franchise de droits était moins élevée pour les produits agricoles (30,5%) que pour les produits non agricoles (52%). Ces parts sont passées à 94% et 99%, respectivement, pour les importations en provenance des autres Parties. La moyenne globale des droits appliqués a été ramenée de 11% à 0,7%. Le droit moyen était de 17,5% pour les produits agricoles et de 10% pour les produits non agricoles. À la fin de la libéralisation, le droit moyen appliqué était de 4% pour les produits agricoles et de 0,2% pour les produits non agricoles.

**Tableau A1.2 Jordanie: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles <sup>a</sup>			Produits non agricoles		
		Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2007	11,0	21,7	49,0	17,5	25,2	30,5	10,1	20,9	51,9
Agadir	2007	0,7	44,1	98,4	4,0	65,9	93,9	0,2	20,5	99,1

a Définition de l'OMC.

Note: Le commerce de la Jordanie pour la sous-position 271600 "Énergie électrique" a été exclu car cette sous-position ne figure pas dans les listes tarifaires.  
Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Jordanie.

4. La part des lignes tarifaires en franchise de droits pour tous les produits importés par le Maroc est passée de près de zéro à 91% avec la mise en œuvre de l'Accord (voir le tableau A1.3). Il n'y avait aucune ligne tarifaire en franchise de droits pour les produits agricoles et très peu (0,2%) pour les produits non agricoles. Ces parts sont passées à 90% et 92%, respectivement. La moyenne globale des droits appliqués a été ramenée de 25% à 2%. Le droit moyen était de 45% pour les produits agricoles et de 22% pour les produits non agricoles. À la fin de la libéralisation, le droit moyen appliqué était de 4% pour les produits agricoles, et de 1,4% pour les produits non agricoles.

**Tableau A1.3 Maroc: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles <sup>a</sup>			Produits non agricoles		
		Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2007	24,8	24,9	0,1	44,8	44,8	0,0	21,6	21,6	0,2
Agadir	2007	1,7	19,9	91,3	3,6	35,4	89,8	1,4	16,8	91,6

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2002.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par le Maroc.

5. La part des lignes tarifaires en franchise de droits pour tous les produits importés par la Tunisie est passée de 5,4% sur une base NPF à 100% avec la mise en œuvre de l'Accord (voir le tableau A1.4), bien que certains produits soient exclus du processus de libéralisation dans le cadre de l'Accord (voir le tableau 2.2 de l'annexe 2). Il n'y avait aucune ligne tarifaire en franchise de droits pour les produits agricoles, tandis que la part des lignes tarifaires en franchise de droits pour les produits non agricoles était de 6,6%. La moyenne des droits appliqués a été ramenée de 36,4% à zéro globalement, et de 72,1% et 29,9% à zéro respectivement pour les produits agricoles et non agricoles importés des autres Parties.

**Tableau A1.4 Tunisie: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance des Parties à l'Accord d'Agadir**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles <sup>a</sup>			Produits non agricoles		
		Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Taux appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2007	36,4	38,5	5,4	72,1	72,1	0,0	27,9	29,9	6,6
Agadir	2007	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par la Tunisie et de données de la BDI de l'OMC.

6. Les tableaux A1.5 à A1.8 indiquent les possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Le tableau A1.5 montre que les 25 principaux produits exportés par l'Égypte représentaient 69% de ses exportations totales. Les exportations vers la Jordanie correspondaient à 37 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 8 étaient déjà en franchise de droits sur une

base NPF. Les exportations vers le Maroc correspondaient à 99 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH, dont 11 étaient déjà en franchise de droits. Les exportations vers la Tunisie correspondaient à 194 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 65 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. L'Accord a libéralisé toutes les lignes tarifaires en Jordanie et en Tunisie, tandis que six lignes restent passibles de droits au Maroc. Ces lignes concernent les déchets d'huiles, avec un droit NPF appliqué de 45% en 2007, et les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré pour lesquelles la moyenne des droits NPF appliqués était de 49% en 2007.

7. Le tableau A1.6 indique que les 25 principaux produits exportés par la Jordanie représentaient 52% de ses exportations totales. Les exportations vers l'Égypte correspondaient à 30 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres du SH, dont 5 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Les exportations vers le Maroc correspondaient à 112 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH, dont 9 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF.<sup>29</sup> Les exportations vers la Tunisie correspondaient à 132 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 25 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. L'Accord a libéralisé toutes les lignes tarifaires de l'Égypte et de la Tunisie, tandis que 7 lignes restent passibles de droits au Maroc. Ces lignes concernent les graisses et huiles végétales, pour lesquelles le droit appliqué moyen était de 26,2% en 2007, les cigares (avec une moyenne des droits NPF de 25% en 2007) et les chemises pour hommes (avec une moyenne des droits NPF de 45% en 2007).

8. Le tableau A1.7 montre que les 25 principaux produits exportés par le Maroc représentaient 54% de ses exportations totales. Les exportations vers l'Égypte correspondaient à 27 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres du SH, dont 6 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Les exportations vers la Jordanie correspondaient à 34 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 10 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Les exportations vers la Tunisie correspondaient à 135 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 25 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. L'Accord a libéralisé toutes les lignes tarifaires de toutes les Parties.

9. Le tableau A1.8 indique que les 25 principaux produits exportés par la Tunisie représentaient 55% de ses exportations totales. Les exportations vers l'Égypte correspondaient à 35 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres du SH, dont 9 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Les exportations vers la Jordanie correspondaient à 39 lignes tarifaires au niveau des positions à 9 chiffres du SH, dont 13 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. Les exportations vers le Maroc correspondaient à 124 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH, dont 9 étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF.<sup>30</sup> L'Accord a libéralisé toutes les lignes tarifaires en Égypte et en Jordanie, tandis que 10 lignes restent passibles de droits au Maroc. Ces lignes concernent les machines, appareils et matériels électriques (avec des droits NPF moyens appliqués allant de 2,5% à 39% en 2007).

---

<sup>29</sup> Il convient de noter que les données tarifaires du Maroc ont été communiquées suivant le SH2002, par conséquent les données relatives au code 310410 du SH2002 ont été reprises dans le code 310490 du SH2007.

<sup>30</sup> Il convient de noter que les données tarifaires du Maroc ont été communiquées suivant le SH2002, par conséquent les données relatives au code 854441 du SH2002 ont été reprises dans le code 854442 du SH2007.

**Tableau A1.5 Égypte: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'Égypte**

Principaux produits exportés par l'Égypte en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Jordanie					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
271111	Gaz naturel liquéfié	14,0	30,0	1		1		2,5	1		1		0,0		2		
271011	Huiles légères de pétrole ou de minéraux bitumineux et préparations, distillant en volume (y compris les pertes) 90% ou plus à 210 °C d'après la méthode ASTM D 86	7,3	18,7	3		3		31,7	6	2	6		11,5	12	12	12	
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, n.d.a.	7,3	18,7	3		3		30,3	8	9	8		13,2	27	25	27	
271091	Déchets d'huiles contenant des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB)	7,3	23,0	1		1		45,0	1			1	7,5	1	1	1	
271099	Déchets d'huiles contenant principalement du pétrole et des minéraux bitumineux	7,3	23,0	1		1		45,0	1			1	7,5	1	1	1	
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	5,6	5,0	1		1		10,0	4		4		6,8	1	3	1	
100630	Riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	2,5	5,0	1		1		156,0	2		2		60,0	32		32	
520100	Coton, non cardé ni peigné	2,5	0,0		1			2,5	3		3		60,0	2		2	



Principaux produits exportés par l'Égypte en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Jordanie					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
721420	Barres en fer ou en aciers non alliés, comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage	1,8	21,3	4		4		27,5	2		2		32,5	2		2	
390110	Polyéthylène d'une densité inférieure à 0,94, sous formes primaires	1,5	0,0		1			26,7	3		3		10,0	2		2	
721911	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur de 600 mm ou plus, simplement laminés à chaud, enroulés, d'une épaisseur excédant 10 mm	1,4	0,0		1			10,0	1		1		0,0		1		
252310	Ciments non pulvérisés dits "clinkers"	1,3	30,0	1		1		21,3	2		2		43,0	1		1	
252329	Ciments Portland	1,0	10,0	1		1		32,5	1		1		0,0		1		
710812	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes, à usages non monétaires	0,9	0,0		1			6,3	2		2		29,0	2		2	
630291	Linge de toilette ou de cuisine, de coton	0,8	23,0	1		1		45,0	2		2		60,0	1		1	
271112	Propane liquéfié	0,8	30,0	1		1		2,5	2		2		0,0		12		
251511	Marbres et travertins, bruts ou dégrossis	0,8	20,0	2		2		45,0	1		1		43,0	1		1	
760110	Aluminium non allié, sous forme brute	0,7	0,0		1			10,0	1		1		10,0	1		1	
610910	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton	0,7	23,0	1		1		45,0	3		3		60,0	1		1	

Principaux produits exportés par l'Égypte en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Jordanie					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
270400	Cokes et semi-cokes de houille, de lignite ou de tourbe, même agglomérés; charbon de cornue	0,7	10,0	1		1		10,0	5		5		10,0	5		5	
070190	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré	0,7	22,5	2		2		49,0	4			4	73,0	3		3	
080510	Oranges fraîches ou sèches	0,6	32,5	2		2		49,0	4		4		73,0	2		2	
732690	Ouvrages en fonte, fer ou acier, n.d.a.	0,6	23,0	1	2	1		33,0	19		19		37,0	24		24	
271290	Paraffine, cire de pétrole micro-cristalline, "slack wax", ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits similaires obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés	0,5	30,0	1		1		20,5	5		5		13,5	7	7	7	
170310	Mélasses de canne résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre	0,4	0,0		1			17,5	5		5		73,0	1		1	
TOTAL		69,0	15,9	29	8	29	-	30,9	88	11	82	6	29,3	129	65	129	-

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les Parties à l'Accord d'Agadir et de la base de données Comtrade de la DSNU.

**Tableau A1.6 Jordanie: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par la Jordanie, toutes destinations confondues**

Principaux produits exportés par la Jordanie en 2004-2006		Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir															
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
310490	Carnallite, sylvinite et autres sels de potassium naturels bruts, sulfate double de magnésium et mélanges d'engrais potassiques, par exemple mélanges de chlorure de potassium et de sulfate de potassium	5,7	0,0		1			2,5	3		3		15,0	1		1	
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses (y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée) ou conditionnés pour la vente au détail	4,1	5,0	1	1	1		5,7	14		14		22,0	8		8	
251010	Phosphates de calcium naturels, phosphates alumino-calciques naturels et craies phosphatées, non moulus	3,7	2,0	1		1		10,0	1		1		15,0	1		1	

Principaux produits exportés par la Jordanie en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
711319	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	3,7	10,0	1		1		10,0	11		11		43,0	9		9	
310290	Engrais azotés minéraux ou chimiques	3,7	0,0		1			2,5	2		2		15,0	1		1	
610690	Chemisiers, blouses, blouses-chemises et chemisettes, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de matières textiles	3,2	30,0	1		1		45,0	3		3		60,0	4		4	
611490	Vêtements spéciaux en bonneterie, d'autres matières textiles, n.d.a., utilisés à des fins professionnelles, sportives ou autres	2,8	30,0	1		1		45,0	2		2		60,0	2		2	
611020	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles similaires, y compris les sous-pulls, en bonneterie, de coton	2,5	30,0	1		1		45,0	3		3		60,0	3		3	
710812	Or, y compris l'or platiné, sous formes brutes, à usages non monétaires	2,5	0,0		1			6,3	2		2		29,0	2		2	

Principaux produits exportés par la Jordanie en 2004-2006		Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir															
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
151620	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées	2,2	7,5	2		2		26,2	12		10	2	73,0	5		5	
280920	Acide phosphorique; acides polyphosphoriques, de constitution chimique définie ou non	2,2	2,0	1		1		40,0	2		2		27,0	1		1	
070200	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré	2,1	5,0	1		1		49,0	2		2		73,0	1		1	
300390	Médicaments constitués par des produits mélangés entre eux, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, mais ni présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail	2,0	2,0	1	1	1		21,3	8		8		19,5	4		4	
620459	Jupes et jupes-culottes pour femmes ou fillettes de matières textiles	1,7	30,0	1		1		45,0	2		2		60,0	3		3	
610990	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, en matières textiles	1,2	30,0	1		1		45,0	5		5		60,0	4		4	

Principaux produits exportés par la Jordanie en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
240290	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes constitués exclusivement de succédanés de tabac	1,1	0,0	2		2		25,0	2			2	73,0	1		1	
620462	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts pour femmes ou fillettes, de coton	1,0	30,0	1		1		45,0	2		2		60,0	7		7	
761290	Fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires	1,0	12,5	2		2		34,6	6		6		36,0	4		4	
620439	Vestes pour femmes ou fillettes de matières textiles	1,0	30,0	1		1		45,0	2		2		60,0	4		4	
610469	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts, de matières textiles, pour femmes ou filles, en bonneterie	0,8	30,0	1		1		45,0	1		1		60,0	2		2	
070700	Concombres et cornichons, à l'état frais ou réfrigéré	0,8	5,0	1		1		49,0	2		2		73,0	2		2	
620469	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts, de matières textiles, pour femmes ou fillettes	0,7	30,0	1		1		45,0	4		4		60,0	7		7	
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, n.d.a.	0,7	5,0	1		1		30,3	8	9	8		13,2	27	25	27	
620590	Chemises et chemisettes, pour hommes ou garçonnets, de matières textiles	0,7	30,0	1		1		45,0	3			3	60,0	3		3	

Principaux produits exportés par la Jordanie en 2004-2006		Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir															
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Maroc					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
610610	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, en bonneterie, de coton, pour femmes ou fillettes	0,6	30,0	1		1		45,0	1		1		60,0	1		1	
<b>TOTAL</b>		<b>51,7</b>	<b>15,4</b>	<b>25</b>	<b>5</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>32,3</b>	<b>103</b>	<b>9</b>	<b>96</b>	<b>7</b>	<b>47,5</b>	<b>107</b>	<b>25</b>	<b>107</b>	<b>-</b>

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les Parties à l'Accord d'Agadir et de la base de données Comtrade de la DSNU.

**Tableau A1.7 Maroc: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Maroc**

Principaux produits exportés par le Maroc en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
280920	Acide phosphorique; acides polyphosphoriques, de constitution chimique définie ou non	7,6	2,0	1		1		0,0		1			27,0	1		1	
854129	Transistors à pouvoir de dissipation supérieur ou égal à 1 W	5,8	0,0		1			0,0		1			10,0	1		1	
251010	Phosphates de calcium naturels, phosphates alumino-calciques naturels et craies phosphatées, non moulus	4,4	2,0	1		1		0,0		1			15,0	1		1	
854442	Conducteurs électriques pour tensions n'excédant pas 1 000 V, isolés, munis de pièces de connexion, n.d.a.	3,7	10,0	1	1	1		30,0	1	2	1		32,3	6		6	
620342	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts pour hommes ou garçonnets, de coton	3,0	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	7		7	
620462	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts pour femmes ou fillettes, de coton	2,9	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	7		7	
160413	Préparations et conserves de sardines, sardinelles et sprats ou esprots, entiers ou en morceaux	2,4	5,0	1		1		10,0	1		1		43,0	3		3	
270750	Mélanges d'hydrocarbures aromatiques distillant 65% ou plus de leur volume (y compris les pertes) à 250 °C d'après la méthode ASTM D 86	2,3	2,0	1		1		0,0		1			10,0	2		2	



Principaux produits exportés par le Maroc en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, n.d.a.	2,0	5,0	1		1		18,7	3		3		13,2	27	25	27	
030759	Poulpes ou pieuvres ( <i>Octopus spp.</i> ), congelés, séchés, salés ou en saumure, même séparés de leur coquille	2,0	5,0	1		1		23,0	1		1		43,0	2		2	
610910	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton	1,8	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	1		1	
310530	Hydrogénoorthophosphate de diammonium (phosphate diammonique)	1,8	0,0		1			5,0	1		1		15,0	1		1	
080520	Mandarines fraîches ou séchées, y compris les tangerines et satsumas, clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes	1,6	20,0	1		1		23,0	1		1		73,0	5		5	
854449	Conducteurs électriques pour tensions n'excédant pas 1 000 V, isolés, sans pièces de connexion, n.d.a.	1,6	10,0	1	1	1		15,0	1	3	1		29,2	13		13	
310540	Hydrogénoorthophosphate de diammonium (phosphate diammonique), même mélangé à de l'hydrogéno-orthophosphate de diammonium (phosphate diammonique)	1,3	0,0		1			5,0	1		1		15,0	1		1	
611030	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles similaires, de fibres synthétiques ou artificielles, en bonneterie	1,1	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	3		3	

Principaux produits exportés par le Maroc en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Tunisie				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
070200	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré	1,1	5,0	1		1		30,0	1		1		73,0	1		1	
080510	Oranges fraîches ou sèches	1,0	20,0	1		1		32,5	2		2		73,0	2		2	
640399	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel	1,0	30,0	1		1		23,0	1		1		43,0	11		11	
310310	Superphosphates	1,0	0,0		1			5,0	1		1		15,0	2		2	
620630	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, de coton, pour femmes ou fillettes	0,9	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	1		1	
620520	Chemises et chemisettes, pour hommes ou garçonnets, de coton	0,9	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	1		1	
200570	Olives préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique	0,9	20,0	1		1		30,0	1		1		73,0	2		2	
853890	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a.	0,8	5,0	1		1		23,0	1	1	1		27,0	4		4	
621133	Survêtements de sport "trainings" et autres vêtements pour hommes ou garçonnets, n.d.a., de fibres synthétiques ou artificielles	0,8	30,0	1		1		23,0	1		1		60,0	5		5	
TOTAL		53,9	14,0	21	6	21	-	17,4	24	10	24	-	42,0	110	25	110	-

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les Parties à l'Accord d'Agadir et de la base de données Comtrade de la DSNU.

**Tableau A1.8 Tunisie: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par la Tunisie**

Principaux produits exportés par la Tunisie en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Maroc				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	9,5	5	1	0	1		5,0	1	0	1		10,0	4		4	
620342	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts pour hommes ou garçonnets, de coton	6,1	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	3		3	
150910	Huile d'olive et ses fractions, vierges, obtenues à partir du fruit de l'olivier uniquement par des procédés mécaniques ou d'autres procédés physiques, dans des conditions qui n'entraînent pas d'altération de l'huile	4,8	7,5	2	0	2		30,0	1	0	1		49,0	2		2	
621139	Survêtements de sport "trainings" et autres vêtements pour hommes ou garçonnets, n.d.a., de matières textiles	3,6	17,5	2	0	2		23,0	1	0	1		45,0	7		7	
854442	Conducteurs électriques pour tensions n'excédant pas 1 000 V, isolés, munis de pièces de connexion, n.d.a.	3,0	10	1	1	1		30,0	1	2	1		2,5	1		1	
310530	Hydrogénoorthophosphate de diammonium (phosphate diammonique)	2,6	0	0	1	0		5,0	1	0	1		30,3	8	9	8	
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, n.d.a.	2,5	5	1	0	1		18,7	3	0	3		38,3	6		6	

Principaux produits exportés par la Tunisie en 2004-2006		Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir															
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Maroc				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
620462	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts pour femmes ou fillettes, de coton	2,2	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	2		2	
280920	Acide phosphorique; acides polyphosphoriques, de constitution chimique définie ou non	2,0	2	1	0	1		0,0	0	1	0		40,0	2		2	
853690	Appareillage pour la coupure, le sectionnement, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques, pour une tension <= 1 000 V	1,8	5	1	2	1		23,0	1	2	1		31,8	14		14	
610910	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton	1,6	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	3		3	
621210	Soutien-gorge et bustiers de tous types de matières textiles, même élastiques ou en bonneterie	1,5	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	2		2	
640610	Dessus de chaussures et leurs parties	1,4	30	1	0	1		0,0	0	1	0		28,8	6		6	
310310	Superphosphates	1,4	0	0	1	0		5,0	1	0	1		2,5	3		3	
640391	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel, couvrant la cheville	1,3	30	1	0	1		23,0	1	0	1		40,0	6		6	
621132	Survêtements de sport "trainings" et autres vêtements pour hommes ou garçonnets, n.d.a., de coton	1,3	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	7		7	

Principaux produits exportés par la Tunisie en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Maroc				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
853890	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a.	1,2	5	1	0	1		23,0	1	1	1		39,0	10		8	2
853650	Interrupteurs pour une tension n'excédant pas 1 000 volts	1,0	12,5	2	3	2		21,0	1	4	1		27,9	7		3	4
640399	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel	1,0	30	1	0	1		23,0	1	0	1		40,0	9		9	
080410	Dattes fraîches ou sèches	0,9	10	1	0	1		23,3	3	0	3		49,0	1		1	
854430	Jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils des types utilisés dans les moyens de transport	0,8	5	1	0	1		30,0	1	0	1		10,0	2			2
620520	Chemises et chemisettes, pour hommes ou garçonnets, de coton	0,8	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	1		1	
610990	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, en matières textiles	0,8	30	1	0	1		23,0	1	0	1		45,0	5		5	
854470	Câbles de fibres optiques, constitués de fibres gainées individuellement, même comportant des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion	0,8	0	0	1	0		0,0	0	1	0		2,5	2			2

Principaux produits exportés par la Tunisie en 2004-2006			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Parties à l'Accord d'Agadir														
Numéro du SH et désignation du produit		Part des exportations totales (%)	Égypte					Jordanie					Maroc				
			NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits	NPF 2007			Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits			Taux NPF appliqué moyen (%)	Lignes passibles de droits	Lignes en franchise de droits		
870894	Volants, colonnes et boîtiers de direction et leurs parties, pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, véhicules automobiles conçus pour le transport de marchandises et véhicules automobiles à usages spéciaux, n.d.a.	0,7	3,5	2	0	2		25,0	1	1	1		10,0	2		2	
TOTAL		54.7	15.5	26	9	26	-	18.8	26	13	26	-	32.5	115	9	105	10

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les Parties à l'Accord d'Agadir et de la base de données Comtrade de la DSNU.

## ANNEXE 2

**Tableau A2.1 Liste des chapitres, positions et sous-positions du SH contenant des produits interdits**

Pays	Codes du SH <sup>a</sup>
Égypte	010310, 010391, 010392, 010611, 010612, 010619, 010620, 010631, 010632, 010639, 010690, 020311, 020312, 020319, 020321, 020322, 020329, 020630, 020641, 020649, 020890, 020900, 021011, 021012, 021019, 050710, 060290, 121190, 130211, 150100, 150300, 160100, 160210, 160220, 160231, 160232, 160239, 160241, 160242, 160249, 160250, 160290, 220300, 220410, 220421, 220429, 220430, 220510, 220590, 220600, 220820, 220830, 220840, 220850, 220860, 220870, 220890, 250100, 250300, 252010, 252020, 252410, 252490, 252921, 253090, 261900, 262011, 262021, 262030, 262040, 262091, 262099, 262110, 262190, 270710, 270720, 270730, 270740, 270750, 270791, 270799, 270810, 271011, 271019, 271091, 271099, 271390, 271500, 280450, 280480, 280490, 280540, 281210, 281290, 281420, 281512, 281830, 282612, 282619, 282630, 282690, 282720, 283220, 283329, 283650, 283711, 283719, 283720, 284190, 284210, 284290, 284410, 284420, 284430, 284440, 284450, 284510, 284590, 284920, 285200, 290211, 290220, 290243, 290244, 290250, 290260, 290270, 290290, 290311, 290312, 290313, 290314, 290315, 290319, 290321, 290322, 290323, 290329, 290331, 290339, 290341, 290342, 290343, 290344, 290345, 290346, 290347, 290349, 290351, 290352, 290359, 290361, 290362, 290369, 290490, 290519, 290551, 290559, 290811, 290819, 290911, 290919, 290920, 290930, 290941, 290943, 290944, 290949, 290950, 290960, 291040, 291619, 291910, 291990, 292011, 292019, 292090, 292149, 292159, 292219, 292231, 292239, 292249, 292411, 292412, 292419, 292429, 292519, 292610, 292620, 292630, 292690, 292800, 293020, 293090, 293100, 293219, 293291, 293299, 293339, 293341, 293349, 293352, 293353, 293354, 293359, 293379, 293391, 293399, 293491, 293499, 293911, 293919, 293949, 293951, 293959, 293991, 293999, 300670, 300692, 310390, 310420, 340130, 340211, 340212, 340213, 340219, 340220, 340290, 360100, 360200, 360300, 380110, 380120, 380130, 380190, 380210, 380290, 380850, 380891, 380892, 380893, 380894, 380899, 381400, 381511, 381512, 381519, 381590, 381900, 382000, 382100, 382410, 382430, 382440, 382450, 382460, 382471, 382472, 382473, 382474, 382475, 382476, 382477, 382478, 382479, 382481, 382482, 382483, 382490, 382510, 382520, 382530, 382541, 382549, 382550, 382561, 382569, 382590, 391510, 391520, 391530, 391590, 401211, 401220, 401290, 401310, 401390, 410330, 410631, 410632, 410791, 410792, 410799, 411320, 411520, 560811, 680610, 681140, 681181, 681182, 681183, 681189, 700100, 700711, 700721, 711230, 711291, 711292, 711299, 720441, 780200, 810730, 811020, 811213, 811222, 811292, 850630, 851712, 851761, 851762, 852550, 852560, 852580, 852910, 854411, 854419, 854420, 854430, 854442, 854449, 854460, 854810, 854890, 900410, 900490, 900510, 900580, 900590, 900610, 900630, 900640, 900651, 900652, 900653, 900659, 900661, 900669, 900691, 900699, 901310, 901910, 920890, 930111, 930119, 930120, 930190, 930200, 930310, 930320, 930330, 930390, 930510, 930521, 930529, 930591, 930599, 930621, 930629, 930630, 930690, 930700, 950300, 950490, 961100
Tunisie	0103, 0106, 020630, 020641, 020649, 020890, 020910, 021011, 021012, 021019, 050210, 0504, 050710, 060290, 120791, 120799, 121130, 121140, 121190, 130190, 130211, 130219, 150110, 150120, 150300, 151610, 1517, 1518, 1601, 1602, 160241, 160242, 160249, 1603, 190220, 2104, 210410, 2203, 2204, 2205, 2206, 220720, 2208, 24, 2501, 2503, 2520, 2524, 252922, 253090, 2619, 2620, 270799, 2710, 271390, 2715, 280610, 2807, 2811, 283311, 283720, 284290, 284330, 284390, 2844, 285000, 2852, 2902, 290220, 290230, 2903, 290314, 290319, 290322, 290331, 2904, 290420, 2905, 290551, 2906, 2907, 2908, 290891, 290899, 2909, 290911, 291010, 291040, 291090, 291411, 291412, 291431, 291470, 291524, 291539, 291634, 291910, 291990, 292011, 292090, 2921, 292146, 292149, 292214, 292219, 292229, 292231, 292239, 292242, 292243, 292244, 292249, 292412, 292521, 292700, 2928, 292990, 2930, 293020, 293050, 293090, 2931, 2932, 293294, 293299, 2933, 293311, 293339, 293359, 293369, 293379, 293391, 293399, 293491, 293499, 293911, 293919, 293920, 293941, 293942, 293943, 293949, 293951, 293959, 293961, 293962, 293963, 293969, 293991, 293999, 294190, 300340, 300390, 310390, 310420, 320190, 3203, 3204, 3402, 360100, 360200, 360300, 3801, 380210, 3808, 380850, 3815, 3825, 391231, 391290, 391390, 3915, 3919, 4012, 4103, 410631, 410632, 411320, 411390, 411520, 560811, 6309, 680610, 681140, 6812, 7001, 711292, 711299, 711510, 711590, 720441, 7802, 810730, 811020, 811213, 811222, 811252, 850630, 8525, 852580, 8544, 854810, 900490, 9005, 920890, 93, 9307, 950300, 950490

a Correspondance approximative avec les sous-positions du SH2007.